

idées

RELIGIONS

APPRIVOISER LA MORT

par STAN ROUGIER (*)

Le climat culturel d'une civilisation est plus décisif pour le bonheur ou le malheur des hommes que le climat géographique.

Des esprits forts — ayant décelé que la croyance en un « au-delà » quelconque ralentissait la marche du progrès, les Occidentaux doivent s'habituer à vivre dans un monde où la mort a pris un visage glacé. Malgré tous les efforts pour la masquer, malgré qu'il soit plus inconcevable de parler d'elle que de sexe, on ne parvient pas tout à fait à en bannir la pensée. On ne peut l'empêcher de noircir la vie ou de le rendre désolée.

Il y a quelques années, j'étais pris sous un feu interrompu de questions d'une sobriété de la mort de terminale et de leurs professeurs. L'athéisme leur tenait lieu d'évidence. Leur allégresse à l'Église était insupportable. Après bien des interventions aversées de virulente sur les encouragements du cardinal Spellman aux soldats du Vietnam, l'Église espagnole et Franco, l'Église et la répression sexuelle, une question vint... sur la mort ! J'avancai mes convictions. Après un silence impressionnant, un jeune ajouta : « Faut reconnaître que de ce côté-là, des mecs comme Freud ou Marx n'ont pas grand-chose à nous offrir. »

Vivre avec cette réalité-là

Interrogé, un jour, une jeune fille sur ce qu'il poussait à se droguer ou LSD. Je ne suis pas prêt d'oublier la violence avec laquelle elle me répondit : « Mais, vous n'avez donc pas compris qu'on va mourir ! Elle donnait à ce mot une intonation déchirante. « On peut lire le mot « mort » partout. Alors il faut faire cette réalité-là parce qu'on est l'angoissé qui vous prend à la gorge. »

En effet, s'il n'y a rien après la mort... Si la mort est le fin mot de l'aventure humaine... Alors la vie elle-même, ses splendeurs et ses combats, comment faire pour la prendre tout à fait au sérieux. Comment faire pour prendre au sérieux ces routes de l'histoire qui ne

peuvent mourir tout entier ! Pour quel, en 1972, aurait-il lancé à ses vieux camarades de résistance : « Vous, mes compagnons d'acier, vous serez peut-être mes compagnons éternels ? »

Il n'y aura plus ces malentendus atroces

L'idée que certains chrétiens se font de la mort le détournait de la foi chrétienne. Et c'est vrai qu'une éternité figée, où l'âme devenue zombie erre dans la remorque ou la nostalgie, est bien pire que le néant. Une survie sans risque, sans aventure et sans amour... quel désert ! Je préférais mille fois être agnosque plutôt que de croire au néant ou en une « vie éternelle » moins belle, moins intense, moins chaleureuse que cette vie-ci. Nous ne pouvons pas plus parler de l'autre vie qu'un fœtus ne pourrait imaginer la vie extra-utérine. Nous savons seulement qu'il n'y aura plus ces malentendus atroces qui définissent les plus belles amitiés. Il n'y aura plus l'ennui de l'habitude, l'ennui, la lassitude. Il n'y aura plus cet achèvement par la mort, celui qui nous a causé un tort réel ou imaginaire. Est-ce l'absence de cette haine qui nous tenait tant regretter cette sacrée plénitude ? L'amour sera-t-il gâché d'être devenu durable ?

Plus j'aime la vie, plus la mort me semble impensable... Et plus j'aime l'éternité, plus l'instant présent devient ému par les nouvelles beautés qu'il faut préparer. Je ne suis plus un esclave qui ignore tout de la fréquence à laquelle il travaille. J'ai l'impression « privilège de contribuer à l'accomplissement de mes « compagnons éternels ».

« La mort seule pourra combler celui qui a beaucoup d'espace dans la cour », disait Saint-Exupéry. Et il ajoutait : « Dans la mort, l'humain passe enfin à cette perfection, à cet achèvement dans notre société de projets inachevés et de désirs renoués. »

Qui, saura à quel point de tels hommes ont eu le pressentiment de (*) Amédée d'Étudiant.

Le moment d'une conciliation

par EMILE RIDEAU (*)

QUEL que soit désormais le cours des événements, la discussion polémique entre les deux « fractions » de chrétiens se prolongera longtemps : l'Église est-elle « jamais venue à bout de la gnose ou même de l'arianisme » ?

Si, selon Michel de Certeau, l'essence même du christianisme est l'« écartement » de son insupportable « événement fondateur », le drame de l'histoire est que la fécondité des tensions et des pluralismes se durcissent en oppositions sectaires, qui rompent l'unité voulue par Jésus ; d'où la nécessité d'un centre d'unité, dont la mission permanente est précisément de mettre son autorité au service de la communion.

Dans l'unité de la discussion, on ne peut jamais de discerner la mesure des responsabilités, d'ailleurs atténuées par les conditionnements de l'histoire ; et c'est un critère incertain de juger la valeur réelle de l'Église à l'aune des statistiques.

À l'approche de la biologie qui, souvent, se fait un jeu de réparer les déchirements des tissus, on entre alors dans une ère douloureuse, faite de patience et d'espérance et commandée par la foi à la fécondité de la souffrance. Pas plus que sur les structures et souvent sur les choses mêmes, l'homme n'a jamais la maîtrise des événements et de l'avenir : il lui faut attendre les imprévisibles sursauts de l'Esprit, seul Maître des courants.

Dès la naissance même du christianisme, on le voit se débattre entre deux tendances ont coexisté qui, sous une forme ou une autre, se sont reconstruites dans toute son histoire : ne prenant que lentement conscience de son originalité, la première communauté chrétienne est restée avec l'intransigeance fidèle à la tradition d'Israël et c'est avec inquiétude qu'elle a considéré les initiatives de saint Paul, au point que des ultras ont voulu se débarrasser de lui quand il apporta à Jérusalem les

auxoines recueillies dans la gentilité.

On est aujourd'hui plus lucide sur les risques des deux options : d'un côté, la stérilité d'une immobilité figée et comme végétale, la désincarnation et l'irréalisme ; de l'autre, la perte d'identité dans un humanisme plat et dans une confusion avec le monde qui entoure. Hélas ! ces parties puis reposent sur une sorte de maladie de l'esprit qui sur un manque de foi et de fidélité, et c'est l'homme tout entier qu'il faudrait guérir de ses tares.

Une certaine médiocrité

Bien qu'infidèles à la véritable tradition, les traditionalistes ont le mérite de rappeler les chrétiens à la primauté de la prière, de l'adoration et de la louange, comme à la valeur des stabilités. On sous-estime même qu'au-delà des querelles de rites et au-dessus des dévotions les soient dans leur vie quotidienne plus fidèles encore à l'esprit de contemplation, à la grande ascension théologique et mystique vers les sommets, à la rigueur des renoncements. Ils pourraient d'ailleurs prendre exemple sur tant de leurs frères du secteur opposé, dont ils ne soupçonnent pas les richesses spirituelles.

Je n'ose dire ce qui manque aux innombrables catholiques qui, dans le conflit actuel, restent fidèles au pape et aux orientations du dernier concile. C'est un mauvais procès de signaler des adaptations liturgiques baroques ou maladroites, ou encore certaines insistances des homélies dominicales sur l'action syndicale ou politique, car ces écarts sont à ma connaissance infiniment rares. Plus grave serait une certaine médiocrité par rapport à la radicalité surnaturelle de la foi, associée à une confiance trop naïve,

(*) Jésuite.

dans sa généralité même, aux vertus incertaines de l'action pure.

Or l'évangélisation, à laquelle ont appelé tant de documents, ne s'opère pas, ou pas seulement, par la « présence au monde » et l'engagement temporel pour les transformations des « structures », car elle est mystère de coopération de la grâce et de l'effort humain. Heureusement surgissent, de plus en plus, des initiatives où le service est étroitement uni à l'appel de la contemplation : voyez la communauté parisiennaise de Saint-Gervais ou l'admirable « Clair Logis » de Thérèse Cornille, et Châteaufort-de-Gallure est adossé à une mystique.

Au-delà de nos torts respectifs et face à la grande détresse du monde, le moment n'est-il pas venu d'une conciliation : d'une part, dans l'approfondissement d'une vie de foi, appelée aux intimités nuptiales de la prière et à toutes les dépossessions ; de l'autre, à la prise en charge la plus réaliste du mal et du malheur de l'homme, non pas dans l'utopie des grands rêves de transformations et le glissement des collusions, mais dans les engagements les plus précis et les plus immédiats contre la misère et les oppressions ?

A ceux qui commettent l'erreur de vouloir changer l'Église par des sécessions, les exemples pour ne manquer pas de la magnificence des soumissions et de l'efficacité de l'action interne : François d'Assise et Dominique, Catherine de Sienne, Ignace de Loyola, Teilhard de Chardin... À ces grands réalistes peuvent d'ailleurs se référer aussi ceux qui aujourd'hui suivent la voie de la docilité, car leur attitude n'est pas encore pleinement conforme à ce qu'est l'Église.

Et qui sait si, dans un avenir proche ou lointain, l'ensemble des chrétiens ne sera pas mis en demeure de se réunir dans le témoignage de la Résistance, de la prière et du sang versé, comme ici et là dans le monde, tant de leurs frères du silence ?

Qui dites-vous que je suis ?

par ANDRÉ DUMAS (*)

LA christologie consiste à reconnaître dans Jésus — né à Bethléem, élevé à Nazareth, d'où rien de bon ne pouvait venir d'après la rumeur publique, mort à Jérusalem, la capitale des douze tribus d'Israël — le Christ, c'est-à-dire le soleil levant de Dieu pour toute face d'homme et dans toutes les générations de l'histoire. En se servant d'un mot qui évoque l'ail et le logis, la christologie croit et pense que cette attribution d'un nom « générique » (pour employer le vocabulaire abstrait et universel de Karl Marx dans les *Mémoires*, de 1844), le Christ, à un individu si particulier, si obscur, Jésus, est une entreprise audacieuse mais intelligente, étrange mais sensée.

S'il n'y avait pas eu cette entreprise, nous n'en serions pas à dater nos années christologiques, ni à célébrer le temps de l'Incarnation de la parole de Dieu dans la chair d'un homme. Car nous sommes ceux qui vivent leurs semaines sous le signe répété des sept planètes connues dans l'Antiquité et leurs années sous le signe indicatif de la manifestation christologique.

Je sais bien que les faits deviennent signes seulement pour ceux qui n'y lisent pas que des traces, mais également des significations. Il est donc probable qu'une immense quantité d'hommes vivent leurs semaines et leurs années sans attacher la moindre importance ni aux planètes ni à Jésus, le Christ. Après tout, ce serait de l'impertinence religieuse que de faire du cadre culturel un argument pour la foi et que de substituer à la libre préférence une bien obscure référence. Tel n'est nullement mon propos quand je consigne les effets universels de cette christologie sous-jacente. Je veux simplement souligner combien cette attribution à Jésus d'un titre actif marque encore notre environnement à tous.

Aujourd'hui, certes, on parle plus souvent de Jésus que du Christ. On évoque son énergie de

prophète, son attirance d'homme libre, sa créativité et sa transgression, son errance et son abandon, ses dénégations et ses résolutions. Car dans cet homme, tant de siècles divers ont volontiers découvert ou projeté leurs aspirations, leurs désirs et leurs rêves.

Mais il me semble que les différences « Jésus-psychiques » ou « Jésus-praxiques » ne peuvent remplacer la véritable question christologique : pourquoi cet individu si particulier, si obscur, Jésus, est-il devenu le Christ ? Peut-on réellement déceler en lui, au niveau des sen-

timents, des paroles et des actions, quelque chose qui lui vaille plus qu'une sympathie émue ou qu'une curiosité religieuse ? Serait-il le Christ, autrement dit celui que Dieu désigne pour s'y montrer en plénitude, celui aussi que les hommes attendent, pour s'y enraciner en vérité — s'il est vrai que les hommes attendent la racine de leur avenir dans notre société de projets inachevés et de désirs renoués ?

Un travail pour chaque génération

Ainsi, la christologie est le travail proposé à chaque génération. Quelles raisons avez-vous donc de vous attacher à celui-là ? À donner des raisons trop intimes, de l'ordre de l'héritage familial ou même de la rencontre bouleversante, on risque de suggérer que cette intimité en persuade autant qu'elle en exclut d'autres. La foi se présente alors comme un billet de loterie spirituelle ou comme un jardin intérieur sans aucune façade sur la rue. Mais, à avancer des raisons trop universelles, démonstratives, on risque de transformer Jésus le Christ en une vérité si générale que tout le monde se trouvera bien d'accord sur la souabilité de cette vérité, tout en se demandant, par dessus tout, pourquoi donc faudrait-il lui attribuer cet enracinement historique. On fera ce que Jean Nabert reprochait à Hegel : « Clouer le Christ sur la croix du concept. »

La foi chrétienne n'a jamais cessé de naviguer entre ces deux difficultés : l'indivisibilité incommuable et la généralité déclinée. Je dirais même que l'intérêt de la foi chrétienne est de pratiquer la navigation justement sur cette mer agitée, où des courants entraînent vers l'indivisible et d'autres vers le banal, sans chavirer

si possible ni dans la science ni dans la définition. Faire de la christologie, c'est savoir comment user de la voile et de la barre pour conserver à Jésus l'identité de sa racine et au Christ l'universalité de son envoi : en un mot, pour maintenir le compas vers Jésus, le Christ.

Le théologien allemand Pannenberg (1) a très bien montré comment on pouvait découvrir, au long de l'histoire de l'Église, deux types de christologie. La première cherche comment, en partant de Jésus de Nazareth, on arrive à la déclaration, la confession, à la proclamation, que cet homme-là est bien le Christ. C'est, en s'écartant de l'approximation des racines, la ligne suivie par les évangiles synoptiques, par l'école d'Antioche, par le bas Moyen Âge et par Luther, par Kant et le libéralisme, par Rudolf Bultmann, par Pannenberg lui-même. L'autre type de christologie cherche comment il est possible que la Parole éternelle de Dieu trinitaire s'incarne dans ce Jésus de Nazareth, né d'une femme, vivant sous la loi d'Israël. C'est la ligne suivie par l'évangile de Jean, par l'école d'Alexandrie, par le haut Moyen Âge et par Calvin, par Hegel et l'orthodoxie, par Karl Barth ; je

pense aussi par Teilhard de Chardin et par Jürgen Moltmann.

Il y aurait donc deux façons de faire de la christologie : par en bas, à partir de la reconnaissance progressive du Christ dans l'homme Jésus ; ou par en haut, à partir de la révélation décisive de Dieu dans le Christ-Jésus.

Les deux façons se trouveraient dès la première génération chrétienne et elles dériveraient — bien mieux que les adjectifs auxquels on a recours dans les cercles plus ou moins spécialisés, horizontal ou vertical, inductif ou déductif — les approches par lesquelles les hommes tâchent de répondre aux deux questions éminentes de la christologie : « Et vous, qui dites-vous que je suis ? » (Matthieu, 16, 15). « Et le verbe fut chair et il a habité parmi nous, et nous avons vu sa gloire, cette gloire que, fils unique plein de

grâce et de vérité, il tient du Père » (Jean 1, 14).

Il y a là deux questions aussi directes que tremblantes : ce peut-il que cet homme incarné Dieu pour les hommes ? Ce peut-il que Dieu nous visite en cet homme ? Dans les deux approches, sans que Dieu s'exténue ni que l'homme ne fantasme !

Mais, sans doute, le rappel des quelques grandes réflexions christologiques revêt-t-il pour beaucoup un caractère pédantique, voire muséographique. Aussi, je voudrais choisir comme exemples deux approches de deux livres qui, par les canaux conjugués de la télévision, du snobisme publicitaire, mais aussi profondément de la passion personnelle, sont devenus des objets répétés, y compris pour ceux qui ne les ont point lus. Je pense à la *Lecture matérialisée de l'Évangile de Marc*, de Fernando Belo, et à *Ce que je crois, de Maurice Clavel* (2).

Deux questions troublantes

Je supprime du débat les inévitables et les implications politiques. Non pas que la christologie ne désengage personne de la politique. Mais il existe assez d'urgences pour que les chrétiens puissent en faire usage sans épuiser le besoin de se constituer aussitôt en bandes à part dans chacune d'entre elles. Il me semble donc que Fernando Belo s'interroge sur le radicalisme humain de la politique de Jésus de Nazareth, qui ferait de son combat libérateur une démonstration de puissance unique, tandis que Maurice Clavel cherche si l'homme peut durer comme libéré au cas où Dieu ne se serait jamais incarné dans la nature du monde. Marc ou Jean ? Antioche ou Alexandrie ? Marx (Engels le disait) ou Kierkegaard ? Belo ou Clavel ? On

donne malheureusement à croire que les disputes entre chrétiens sont davantage les reflets des antagonismes trop courants de l'arc-en-ciel politico-social que les guides christologiques passionnés, mais forcément exclusifs.

La politique est importante : il y va du combat pour la justice. La christologie est essentielle : il y va de la vérité. Et que serait la justice si elle reposait dans l'indifférence des lendemains l'essai de s'avouer une vérité indurée et non rêvée, universelle et non réservée, l'essai de nommer Jésus de Nazareth le Christ du monde ?

(1) W. Pannenberg, *Esquisse d'une christologie*, Contours, Fides, 1966. (2) Fernando Belo, *Lecture matérialisée de l'Évangile de Marc*, Cerf, 1974. Maurice Clavel, *Ce que je crois*, Grasset, 1975. Le Monde des 6 novembre 1974 et 30 mai 1975.

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

Le Canada de l'incertitude

(Suite de la première page.)

Cela explique en partie pourquoi, malgré des initiatives assez radicales du gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral n'a pas encore vraiment réagi.

Le premier ministre fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, s'est montré plus hésitant qu'on ne s'y attendait. Sa position est particulièrement difficile. S'il se montre dur à l'égard du Québec, il fournit des arguments à celui-ci dans le procès qu'il fait au pluralisme. La contestation par le Québec du pouvoir central est admise. Bien qu'il s'en défende, le Canada anglais a un complexe vis-à-vis du groupe francophone. Il éprouve cette espèce de remords ou d'angoisse qui s'attache aux mauvais traitements infligés à une nation vaincue ou aux domestiques quand tout est exposé sur la place publique à une époque où ces choses-là ne se font plus.

Le Québec a droit à des réajustements et à des compensations. Soit, mais sous quelle forme? Et de quelle importance? C'est tout le débat. Pour le parti québécois, l'ancien ordre des choses où le Québec était quasiment négligé ou en tout cas exploitable, a fait que presque toutes les structures du pays, culturelles, économiques, politiques, fonctionnent au détriment de la province; par conséquent il faut un changement complet pour redresser la situation. Au contraire, pour le gouvernement fédéral et le Canada anglais, ces désavantages n'ont aucun lien entre eux. Des réformes — et non une réflexion — suffiraient à les réparer.

Le gouvernement fédéral entre deux feux

Cependant les concessions que l'on peut faire au Québec ont des limites. Le gouvernement d'Ottawa est, là aussi, pris entre deux feux. S'il paraissait décidé à accorder au Québec un « statut spécial », il risquerait d'avoir contre lui les neuf autres provinces qui toutes, à un titre ou à un autre, revendiquent du gouvernement central plus d'autonomie. La marge de ce qu'elles sont prêtes à tolérer pour cette province « pas comme les autres » est difficile à définir: elle dépend en partie de ce qu'Ottawa concèdera à leurs propres ambitions.

Mais cette fois, le Québec demande tout et il voudrait peut-être en finir avec les demi-mesures. C'est le message que M. Trudeau semble avoir voulu transmettre dans un premier temps à l'ensemble du Canada anglais, afin qu'il s'oriente sans avoir le sentiment d'être contraint par Ottawa. Cet entretien non directif à l'échelle nationale dure depuis un an et reste passablement discordant. Lecteurs de journaux, professeurs d'université, politiciens en retraite ou actifs, économistes et industriels, représentants des différents groupes techniques, tous ceux qui sont capables de tenir une plume ou de parler devant un micro avec un peu de crédibilité, ont donné leur sentiment.

Deux des tendances qui se sont ainsi exprimées apportent peu à la recherche d'une solution. D'une part les tenants de la ligne « dure » voudraient qu'on ramène le Québec à la raison la plus vite possible. Ceux-là envisagent, sans oser l'écrire, le recours à la force et donc à l'armée, ou des solutions dramatiques comme cet avocat du Saskatchewan, M. Shumlatohar. Il estime qu'on devrait réduire la surface d'un Québec indépendant des deux tiers de la superficie actuelle de la province pour laisser les Britanniques et anglophones québécois à l'intérieur du Canada.

La position de l'ancien ministre de la défense, M. Richardson, qui a quitté le gouvernement l'automne dernier à cause du problème linguistique, est à peine moins brutale. Il a demandé récemment aux Communautés que le bilinguisme au niveau national soit abandonné et que les Québécois francophones « apprennent en

prise dans un univers anglophone de 25 millions d'habitants. Le handicap démographique est donc plus sévère.

Une troisième tendance s'est dégagée de ces innombrables « prises de parole ». Ce que l'on appelle depuis quelques semaines la « troisième voie » s'appuie sur deux principes :

ropeenne sont fréquemment mises à contribution par les défenseurs du fédéralisme pour montrer qu'une association Québec-Canada serait impraticable. Il se trouve que les tenants de l'indépendantisme utilisent aussi l'exemple de la C.E.E. et en tirent des conclusions contraires. Il n'est pas jusqu'au parti québécois

Québec, qui n'aurait que quatre provinces. La Colombie britannique, les provinces des « prairies », Saskatchewan, Manitoba et Alberta regroupées autour de cette dernière, l'Ontario, d'autre part, dont l'union avec le Québec crée le Canada en 1887, conserverait son originalité; de l'autre côté du Québec, les provinces « maritimes » de l'Atlantique, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île du Prince-Édouard, Terre-Neuve, seraient elles aussi regroupées.

Ainsi va la politique-fiction canadienne, condamnée d'ailleurs à rester dans cet état précaire aussi longtemps que le gouvernement central n'aura pas précisé les projets de réforme de la Constitution et de référendum national qu'il a annoncés au cours des dernières semaines. Déjà, des esprits un peu nostalgiques, comme le professeur Northrop Frye, de l'université de Toronto, s'essayaient au jeu des considérations posthumes. « Le Canada semble être passé d'une phase pré-nationale de son existence à une phase post-nationale sans avoir jamais été une nation, disait-il au cours d'une conférence sur la « crise » il y a quelques jours. Il en est presque devenu une au cours des deux dernières décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale lorsqu'il s'est doté d'un drapeau et qu'il a même été brièvement une puissance militaire crédible. Mais, même alors, il n'est pas parvenu à se libérer suffisamment de son rôle de satellite américain pour être pris sérieusement par le reste du monde comme une entité politique distincte. »

Une certaine indifférence

La « crise » ne bouleverse pas les foules. Un groupe de réflexion sur l'unité nationale, créé par Ottawa et qui parcourt au moment le pays, va de déception en déception. A Terre-Neuve, il a été durement pris à partie et accusé d'être un moyen enfanté par Ottawa pour dissimuler son impuissance devant les difficultés économiques du pays. Au Saskatchewan, l'accueil a été plus poli, mais pas beaucoup plus chaleureux.

Plusieurs organisations de fermiers — la province est essentiellement agricole — ont refusé de présenter leurs vues sur la crise ouverte par le Québec, car, ont-ils dit, leurs représentants : « Le sujet de l'unité canadienne n'est que relativement brûlant, c'est aussi une non-priorité. » Le Canada, selon eux, devrait cesser de « s'épuiser sur la question de la langue ».

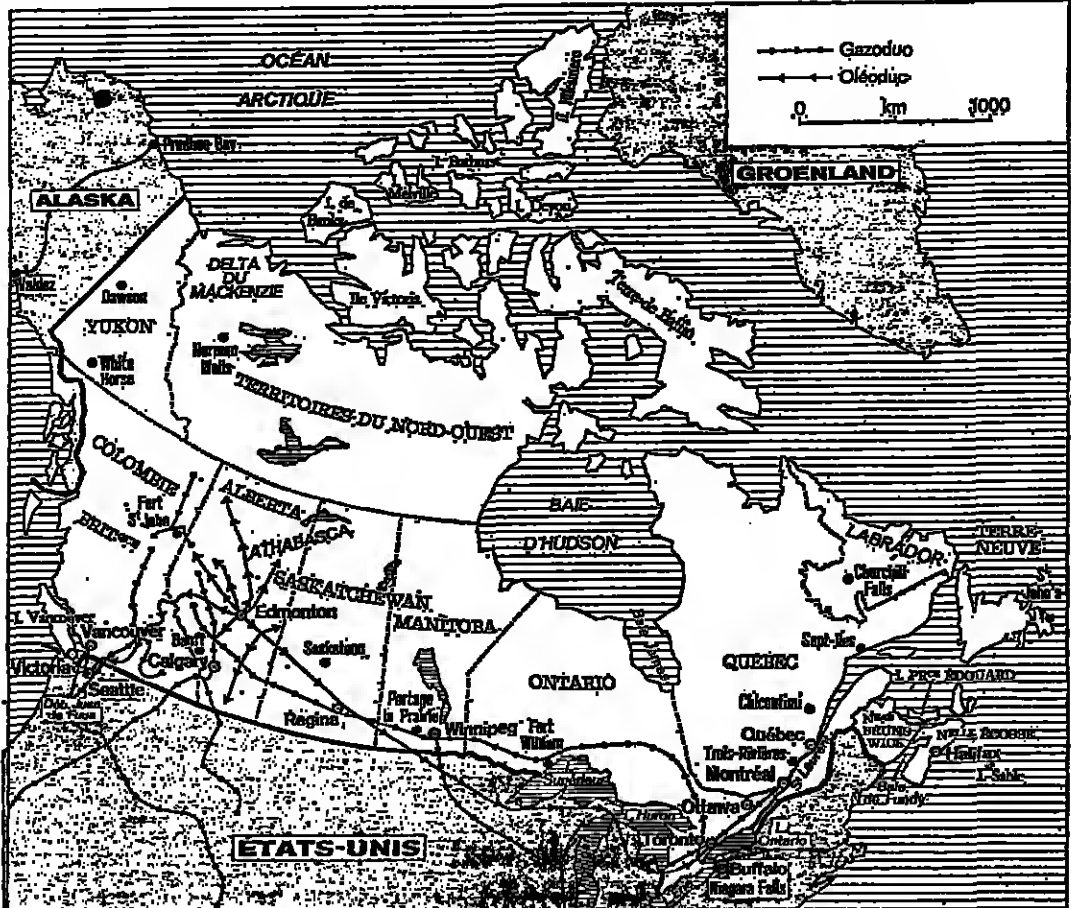
L'un des principaux d'entre eux, M. Anderson, président de l'Association des villes rurales du Saskatchewan et président de l'Association des éleveurs de bétail, a simplement dit aux médias dominés d'Ottawa : « Retournez au Québec, mettez-le en garde et essayez de les convaincre avant qu'il ne soit trop tard (...). L'attitude qui prévaut dans de nombreux milieux du Saskatchewan aujourd'hui, quand on mentionne le problème de la confédération, est celle-ci : « Qu'importe? Laissez-les partir. » Cela ne va pas nous affecter et n'a pas d'importance. » Sous son apparente simplicité, ce pays se révèle être un casse-tête. »

On comprend mieux, dès lors, pourquoi, souvent, des éditorialistes ou des hommes politiques s'inquiètent de ne pouvoir maintenir le pays éveillé. Le mot « léthargie » revient fréquemment, comme si le grand ours canadien devait se rendormir avec l'hiver. Le ministre Sauvé exprimait cette préoccupation la semaine dernière dans le discours déjà cité. Elle avait constaté dans la province de l'Ontario que « dans certains milieux les gens commencent à être fatigués de ce sujet (l'unité nationale), le problème les ennue quand il ne les irrite pas ». Le gouvernement fédéral devrait, disait-elle, « secouer » ceux qui s'endorment, afin que le pays ne nous glisse pas entre les doigts. »

ALAIN-MARIE CARRON.

Prochain article :

REBATTIR D'UN OcéAN À L'AUTRE



plus grand nombre la langue majoritaire de leur pays. C'est là le rêve impossible de l'assimilation de la communauté francophone qui habite le Canada anglais depuis lord Durham. Depuis la fin des années 50 — quand le premier ministre fédéral Diefenbaker affectait de considérer, sans trop y croire, les Canadiens français comme une minorité semblable aux autres, Ukrainiens ou Allemands — il ne se trouve plus beaucoup de partisans d'une telle formule.

La seconde tendance à la positivité de son angélisme. Elle répète, face à cette nouvelle manifestation du nationalisme québécois, que rien ne peut vraiment aller dans ce beau pays qu'est le Canada. A la limite, ce parti du statu quo était celui du gouvernement de M. Trudeau jusque avant la crise.

La « troisième voie »

M. Trudeau a bâti sa carrière de premier ministre fédéral à partir de 1968, sur l'affirmation que les deux peuples fondateurs du Canada pouvaient être égaux et le pays bilingue. Sa politique de bilinguisme dans l'administration fédérale a eu tendance à rétrécir au fil des ans comme une peau de chagrin. Quant à l'égalité, elle est contre la nature des choses, bien que les gouvernements fédéraux et provinciaux se soient employés à réduire l'inégalité de fait. Le ministre fédéral des communications, Mme Jeanne Sauvé, rappelle la semaine dernière à la Chambre des Communes qu'au Québec quatre-vingt-onze des cent une compagnies qui emploient plus de mille personnes sont possédées par des anglophones. Le handicap économique est là, d'une part pour des raisons historiques, mais aussi pour des raisons objectives qui tendent à l'aggraver, puisque l'économie québécoise est

1) Le Québec ne doit pas quitter le Canada, car c'est le pays lui-même qui est en jeu ;

2) Le fédéralisme canadien tel qu'il existe aujourd'hui n'est plus viable, il faut en concevoir un nouveau.

Les propositions faites, particulièrement dans les nombreuses conférences sur l'unité nationale qui se sont tenues et se tiennent dans tout le pays, rempliraient déjà plusieurs volumes. La plupart des projets demandent une réforme de la Constitution, une redéfinition des pouvoirs du gouvernement fédéral, dans un sens favorable à l'autorité des provinces, des accommodements particuliers pour le Québec.

Ces exposés insistent aussi généralement sur la nécessité de donner plus de pouvoirs au Sénat et à la Cour suprême. Plusieurs expriment une volonté aussi fortement ancrée au Canada qu'elle est difficilement réalisable : diminuer la dépense économique du pays à l'égard des États-Unis.

À côté des réformateurs modérés on trouve un bataillon disparate de géopolitiques courageux. L'un affirme qu'« il faut adopter en fait un système cantonal comme en Suisse ». Un second voit le salut dans une association du Canada et du Québec avec les pays scandinaves, conformément à la vocation nordique de l'ensemble canadien. L'Europe et particulièrement la Communauté eu-

ropéenne sont fréquemment mises à contribution par les défenseurs du fédéralisme pour montrer qu'une association Québec-Canada serait impraticable. Il se trouve que les tenants de l'indépendantisme utilisent aussi l'exemple de la C.E.E. et en tirent des conclusions contraires. Il n'est pas jusqu'au parti québécois

ou à ses sympathisants qui n'aient un jour ou l'autre rêvé l'avenir du Canada.

Sûrs de leur identité, certains Québécois ne se gênent pas pour contester celle des autres. Ils voient ainsi un Canada, sans le

États-Unis

M. Carter pourrait ajourner sa première tournée à l'étranger

(Suite de la première page.)

Si le « paquet » énergétique est de première importance pour le président, il est encore très douteux qu'une réforme fiscale vienne avant le 22 novembre, date prévue pour le départ de M. Carter autour du monde. Après que toutes ses propositions aient été mises en pièces par le Sénat en septembre et au début d'octobre, une conférence s'est ouverte au Capitole entre des députés des sénateurs et des représentants pour tenter de mettre au point un programme commun aux deux chambres. Comme la Chambre des représentants avait voté en sens contraire du Sénat, adoptant à peu près tous les projets du président, il sera très difficile d'aboutir à un accord. Après quoi, les deux chambres devront ratifier ce compromis, ce qui pourrait entraîner encore des complications. Aussi bien M. Myrd, chef de la majorité démocratique au Sénat, s'est-il lui-même récemment prononcé en faveur d'un ajournement du voyage du président à l'étranger, estimant qu'un tel geste montrerait aux sénateurs indécis que M. Carter « place ce projet (l'énergie) en tête de ses priorités ».

Ces difficultés n'étaient pourtant pas inattendues, et certains observateurs ajoutent ce dernier épisode à la liste des accusations de « légèreté », d'« improvisation » ou d'« ambitions excessives » jetées à la tête du président ces dernières semaines. Celui-ci en a tenu compte dans une certaine mesure, en renvoyant à l'an prochain le projet de réforme fiscale qu'il comptait présenter en octobre. Déjà submergé par le programme sur l'énergie, la législation sur l'immigration, le temps nécessaire pour assimiler toute législation aussi complexe au cours d'une session.

En outre, on s'est aperçu après coup qu'une réforme fiscale devait

être étudiée au foudroi de la conjoncture économique, surtout si elle doit s'accompagner d'une substantielle réduction d'impôts, comme il est prévu. Cette dernière mesure ne peut pas non plus être séparée du projet de réforme de la sécurité sociale, dont la faillite ne pourra être évitée que par une augmentation massive de la quote-part des ouvriers et des employés dans son financement. Ce qui sera rendu d'une main aux contribuables sera donc repris de l'autre, mais on se demande comment le président pourra rendre des arbitrages aussi complexes dans l'atmosphère de désunion qui règne parmi ses conseillers économiques, et alors que l'ensemble des hommes d'affaires se plaignent d'avoir un président « imprévisible ». Depuis quelques jours, les diplomates sont eux aussi fondés à en dire autant.

MICHEL TATU.

Quand un ancien directeur de la C.I.A. est accusé de mensonge...

De notre correspondant

Washington. — Le désir de M. Carter de purifier l'administration et de tirer un trait sur les scandales passés ne va pas jusqu'à mettre en cause la raison d'État. On vient de le voir à la façon dont l'ancien directeur de la C.I.A., M. Griffin Bell, agissant avec l'accord du président, a tranché le cas de l'ancien directeur de la C.I.A., M. Richard Helms, qui était accusé d'avoir menti à la commission des affaires étrangères du Sénat, en 1973, à propos des événements au Chili.

d'une procédure plus indulgente prévue par la Justice américaine.

M. Helms a déclaré « ne pas contester » l'accusation officielle, ce qui implique de sa part ni démenti ni aveu, mais en fait les mêmes effets qu'une déclaration de plaidoyer coupable. Acceptant cette déclaration, le ministère de la Justice n'a pas insisté pour accuser l'ancien directeur de la C.I.A. de mensonge, ce qui aurait donné lieu à un procès, donc à un débailage. « Extrêmement coûteux pour les États-Unis et qui aurait pu mettre en danger des secrets d'État », a déclaré le ministère de la Justice. Confirmant que le président Carter avait approuvé cette décision, M. Powell, porte-parole de M. Carter, a déclaré qu'elle était de nature à « confirmer l'autorité de la loi et du congrès tout en protégeant les intérêts légitimes de la sécurité nationale ».

Aux termes de cette procédure, M. Helms est passible d'une peine allant de un mois à un an de prison ou de cent à mille dollars d'amende. La décision des juges devrait être annoncée incessamment. — M. T.

Images canadiennes

Bobnette attend les visiteurs au Centre culturel canadien. Bobnette, c'est la réplique féminine de Bobino, la marionnette qui fait depuis des années les grandes heures télévisuelles des petits Québécois. Bobnette est l'une des vedettes de l'exposition Vingt-cinq ans ensemble, qui célèbre tout à la fois la venue à Paris de M. René Lévesque et le quart de siècle d'existence commune de la société Radio-Canada et de la Canadian Broadcasting Corporation, d'expression anglaise.

Les maquettes animées et les merveilleux décors employés à la confection des programmes pour enfants (deux heures par jour, fleuron de Radio-Canada) ne sont pas le seul attrait de cet envoi audio-visuel, qui comprend, outre un « accrochage »

sur trois étages du bâtiment de la rue de Constantine, des projections continues d'émissions sur cassettes et de diaporamas. De nombreux décors de variétés, de dramatiques, de spectacles lyriques ou chorégraphiques (dont les intéressants modules abstraits de Pierre Bourgeois pour Pende-reck), la présentation des graphismes destinés à l'animation des spots d'information, des génériques, procèdent d'un choix opportun dans ce qu'une nombreuse équipe de « designers » incantés a produit de mieux ces cinq dernières années. L'envie vous prend, en effet, d'y aller voir en direct. — A. R.

* Centre culturel canadien, tous les jours de 9 h. à 10 h. jusqu'au 4 décembre. Projections continues du lundi au vendredi, de 9 h. à 10 h. et de 12 h. à 13 h.

LE PROGRAMME DE LA VISITE A PARIS DU PREMIER MINISTRE QUÉBÉCOIS

Voici le programme de la visite officielle à Paris du premier ministre québécois, M. René Lévesque.

So trouvant déjà à être privé en France, depuis le 24 octobre, M. Lévesque sera accueilli, mercredi 2 novembre, à l'Orly par M. Raymond Barre. Après un entretien, suivi d'un déjeuner, à l'hôtel Marignan, M. Lévesque assistera à une séance de l'Assemblée nationale consacrée aux questions d'actualité. Il sera ensuite reçu par le président Edgar Fauré à l'hôtel du Louvre. La garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, donnera le soir un dîner pour M. Lévesque.

Jeu 3 novembre, M. Lévesque sera reçu à l'Élysée par le président de la République qui donnera un déjeuner en son honneur. Après un second entretien entre les deux premiers ministres, M. Barre le recevra à dîner au Palais des affaires étrangères.

Vendredi 4 octobre, M. Lévesque s'entretiendra avec M. Peyrefitte, déposera une gerbe à l'Arc de triomphe et sera reçu par M. de Gorbineau, ministre des Affaires étrangères. Il offrira ensuite un déjeuner en l'honneur de M. Barre, les deux premiers ministres participeront à une réception de l'Union franco-québécoise de la jeunesse.

Le Monde

doctes et documents

Numéro du novembre

L'INJUSTICE FISCALE

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

Le numéro : 2,30 F
Abonnement : 25 F (dix numéros)

هكذا من الأصل

مكتبة من الرصاص

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'éventualité d'une victoire de la majorité divise les écologistes

KLAUS CROISSANT

bres opinions

un moyen de faire l'Europe

ES DELEUZE et FÉLIX GUATTARI

ment allemand a demandé l'extradition de M. Mitterrand...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

l'importance de ce jugement serait un événement...

Allemagne a envoyé un premier dossier...

chambre d'accusation française doit examiner le dossier...

« L'HUMANITÉ » : M. Mitterrand mélange les genres et inverse les rôles.

René Andrieu analyse dans l'Humanité du 1^{er} novembre le discours prononcé le 30 octobre devant le congrès des élus socialistes par M. François Mitterrand. Le premier secrétaire du P.S. avait avancé l'hypothèse que le P.C.F. pouvait rechercher une formule de « compromis historique ». René Andrieu réplique : « Une fois de plus, le premier secrétaire du parti socialiste, fidèle à la stratégie du brouillard, mélange les genres et inverse les rôles. »

« François Mitterrand n'est pas particulièrement qualifié pour nous soupçonner de préférer l'union avec la droite à l'union de la gauche. »

« Ce n'est pas nous qui avons signé si longtemps dans les cabinets de droite, mais lui. Ce n'est pas à nous qu'aujourd'hui la droite prodigue ses clins d'œil, mais à lui. Ce n'est pas nous qui avons signé si longtemps dans les cabinets de droite, mais lui. Ce n'est pas à nous qu'aujourd'hui la droite prodigue ses clins d'œil, mais à lui. »

« Alors, de grâce, mieux vaut ne pas charger les autres de ses propres péchés. Qui pourrait le croire quand il assure que le parti communiste chercherait à négocier un virage à droite ? »

« La vérité, c'est que si l'on veut qu'un parti communiste ne soit pas un parti communiste, c'est François Mitterrand. »

M. ROSETTE (P.C.F.) s'inquiète de l'attitude des socialistes au sein des municipalités d'union de la gauche.

A la suite du vote hostile au budget supplémentaire émis par dix-huit conseils municipaux socialistes dans la ville de Lille, le maire communiste M. Claude Lambilliotte (P.C.) (le Monde du 30-31 octobre), l'Association nationale des élus communistes et républicains, que préside M. Marcel Rosset, sénateur, membre du conseil central du P.C.F., déclare : « Pourquoi cette brusque mise en cause de la solidarité de gestion ? »

« Les élus socialistes ont-ils décidé d'ouvrir une crise municipale à Reims ? »

« Est-ce parce que François Mitterrand a condamné le fait que cette ville se soit donné un maire communiste ? »

« Quant au vote des budgets dans les maires à direction socialiste, j'aurais pu, comme peut le laisser supposer la phrase de Pierre Mauroy (1) que les élus communistes votent le budget du maire socialiste quel que soit son contenu ? »

« Serait-ce un prétexte, comme plusieurs exemples en attestent depuis mars dernier, pour préparer la reprise de délégation du maire socialiste à des adjoints communistes ? »

« Les élus communistes, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires, auront la même position partout : sur la base des engagements pris devant le corps électoral, ils prépareront le vote des budgets en consultant la population, en veillant à ne pas porter atteinte au pouvoir d'achat des familles de travailleurs, en luttant pour obtenir du pouvoir les crédits nécessaires à la gestion municipale. »

(1) Devant le congrès des élus socialistes réuni à Villers-Bretonneux, M. Pierre Mauroy, maire de Lille, membre du secrétariat du P.S., avait déclaré samedi 29 octobre : « Tous les socialistes voteront les budgets présentés par les maires communistes. Nous entendons bien que dans les maires à direction socialiste les communistes fassent de même. »

« A TREMUSON (Côtes-du-Nord), M. Dollo (P.S.) a été élu maire par sept voix contre six à M. Le Thiéno (P.C.F.). L'Humanité du 1^{er} novembre proteste contre le résultat de ce scrutin en expliquant que le candidat communiste avait été désigné par les élus de la liste de gauche et que le candidat socialiste a été élu maire par la droite. La fédération communale estime que cette attitude du P.S. est « significative de ce qui se passe au plan national. »

« Des militants européens appartenant, pour la plupart, à la jeune génération viennent de fonder la Section française du parti européen, dont l'objectif majeur est l'union politique de la Communauté européenne. »

« Siège national : 14, rue Malibran, 69002 Lyon. »

POUR LA C.F.D.T., « C'EST LE P.C., ET LUI SEUL, QUI A PRIS SES DISTANCES VIS-À-VIS DE L'UNION DE LA GAUCHE. »

« Pour la C.F.D.T., c'est le P.C., et lui seul, qui a pris ses distances vis-à-vis de l'union de la gauche », a déclaré lundi 31 octobre M. Edmond Maire, secrétaire général de la Confédération, en commentant les déclarations du conseil national qui s'est réuni du 27 au 29 octobre. Outre les questions relatives à l'action syndicale (voir page 17) le conseil national, qui regroupe deux cents militants des fédérations et unions régionales, a en effet consacré une partie importante de ses débats à la crise de la gauche.

Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national.

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

Au total, le conseil national a confirmé la position de la C.F.D.T. définie par ses leaders. Les « édilités », a indiqué M. Edmond Maire, estiment qu'il est possible de « recréer l'union de la gauche ».

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

« Les déclarations des dirigeants confédéraux, qui avaient reproché au P.C.F. d'avoir réduit les divergences au problème des nationalisations et la position du bureau national qui a décidé de rencontrer successivement les partis de gauche, ont été approuvées, sans opposition, lors du vote final par les membres du conseil national. »

Toutefois des critiques ont été émises au cours des discussions. Les représentants de la région Rhône-Alpes ont même déposé un amendement à la résolution générale pour reprocher aux dirigeants C.F.D.T. d'être intervenus trop nettement dans le débat politique, d'avoir été les réprobateurs sur le P.C. en ménageant le P.S. pour proposer aussi un freinage des importations. Mais cet amendement a été repoussé par 4371 voix contre 375 et 176 abstentions.

Inquiets de la poussée écologiste, les partis politiques multiplient les initiatives : le P.S. évolue en matière nucléaire (« le Monde » du 21 octobre), le C.D.S. fait une large part à la « qualité de la vie » dans son programme, le P.R. veut donner une image écologique à ses candidats, le R.P.R. enfin, compte tirer bénéfice de décisions récentes du maire de Paris, toutes favorables aux associations de défense de l'environnement.

Il est vrai que l'enjeu est de taille : selon certains sondages, les écologistes pourraient recueillir 11 % des suffrages en mars 1978, dans l'hypothèse de la présence d'un candidat « vert » dans chaque circonscription (« le Monde » du 20 septembre). De plus, le fait que les électeurs

se défilent par les candidats « verts » restent difficiles à classer explique le comportement de la majorité comme de l'opposition.

Les écologistes, conscients, semble-t-il, que leur about principal est précisément de consacrer un enjeu, paraissent décidés à brouiller le jeu des partis politiques. En décidant, dans la foulée de leur percée lors des élections municipales, de présenter des candidats aux élections législatives, les mouvements écologistes souhaitent obtenir la prise en compte de leurs revendications. Ce faisant, ils empruntent les circuits de la politique traditionnelle, au risque de succomber, eux aussi, à cet « électoralisme » qu'ils dénoncent chez les autres.

La réunion qui s'est tenue jeudi 27 octobre entre les dirigeants de S.O.S. Environnement et plusieurs membres du secrétariat national d'Ecologie 78 devrait permettre aux deux formations d'aboutir à un accord électoral dès le 20 novembre prochain, à l'occasion de la quatrième assemblée générale d'Ecologie 78, qui doit se tenir à cette date à Paris. Les négociations se sont en effet amorcées, semble-t-il, sur les principaux points mais en avant par S.O.S. Environnement, à savoir la désignation de candidats uniques s'engageant à refuser à la fois tout désistement entre les deux tours de scrutin, et tout retrait avant le premier tour (le Monde du 27 octobre). Ces deux organisations ont plusieurs points communs qui leur permettent de se rapprocher.

Certains, elles sont, par nature, différentes. Le mouvement S.O.S. Environnement, héritier du bureau de liaison des associations de défense de l'environnement de la région parisienne, regroupe divers associations (de protection de la nature, d'aide aux handicapés, par exemple) qui ont pour but, en engageant sur le terrain de la politique, de promouvoir un projet politique (le Monde du 25 juin 1977). De son côté, Ecologie 78 se veut un simple cartel électoral destiné, selon l'un de ses porte-paroles, M. Brice Lalonde, à se dissoudre après le scrutin de mars 1978. Sous ce sigle, plusieurs organisations d'écologistes, parmi les plus représentatives, ont proposé un programme commun, avec des finalités du système capitaliste et répondant aux besoins des travailleurs que les bases d'un accord devraient être définies par les élus de l'union de la gauche.

« M. Gilles Martinet, membre du secrétariat du P.S. déclare dans une interview publiée par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel : « La reprise des négociations sur la nationalisation du programme commun avec les communistes ne pourra avoir lieu qu'après une lutte à laquelle le P.S. fera face, même si ce n'est pas nous. Nous devons lutter pour nous perdre la confiance d'une grande partie de nos électeurs si nous cédons aujourd'hui ses revendications des communistes. » En cas de victoire de la gauche, M. Martinet précise que « les socialistes proposeraient sans aucun doute aux communistes de gouverner avec eux. » Il ajoute : « Il est sûr que François Mitterrand ne donnera pas de postes qui ne correspondraient pas à la véritable influence des communistes. »

« M. Pierre Mauroy, député socialiste, maire de Lille, qui avait été vivement critiqué par le parti communiste pour avoir participé le 22 octobre à la Convention pour l'Europe (le Monde du 25 octobre) a déclaré, lundi 31 octobre, à Lille : « J'apprends que M. Gustave Thibaut, qui est actuellement aux États-Unis avec une délégation du Parlement européen dans laquelle toutes les tendances sont représentées, notamment la majorité, le ne le lui reproche pas, mais je m'étonne que le P.C. ait condamné ma participation à la Convention pour l'Europe où je n'ai fait que développer les positions du parti socialiste. J'espère que M. Gustave Thibaut aura l'occasion d'exprimer ses conceptions sur l'Europe aux États-Unis. » (Corresp. part.)

« M. Luciano Lama, secrétaire général de la centrale syndicale italienne C.G.I.L., a déclaré, dimanche 30 octobre, au quotidien Il Messaggero : « La gauche française n'a pas assez approfondi le débat politique. En Italie, nous avons une vision plus dynamique et plus graduelle des processus politiques. Pour nous, une politique de nationalisation étendue et rigide peut servir le papier et le retourner finalement contre les promoteurs des nationalisations, en raison des difficultés économiques que peuvent créer les détenteurs des richesses. »

« L'U.J.P. (Union des jeunes pour le progrès) formation gaulliste que préside M. Bernard Fourrier, a décidé de présenter quarante candidats aux élections législatives, notamment contre M. Barre, Solon, Poniatowski, Defferre et Pflanzman. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

« Les associations demandent au Parlement d'améliorer le projet de loi d'indemnisation des anciens combattants. »

se défilent par les candidats « verts » restent difficiles à classer explique le comportement de la majorité comme de l'opposition.

Les écologistes, conscients, semble-t-il, que leur about principal est précisément de consacrer un enjeu, paraissent décidés à brouiller le jeu des partis politiques. En décidant, dans la foulée de leur percée lors des élections municipales, de présenter des candidats aux élections législatives, les mouvements écologistes souhaitent obtenir la prise en compte de leurs revendications. Ce faisant, ils empruntent les circuits de la politique traditionnelle, au risque de succomber, eux aussi, à cet « électoralisme » qu'ils dénoncent chez les autres.

La réunion qui s'est tenue jeudi 27 octobre entre les dirigeants de S.O.S. Environnement et plusieurs membres du secrétariat national d'Ecologie 78 devrait permettre aux deux formations d'aboutir à un accord électoral dès le 20 novembre prochain, à l'occasion de la quatrième assemblée générale d'Ecologie 78, qui doit se tenir à cette date à Paris. Les négociations se sont en effet amorcées, semble-t-il, sur les principaux points mais en avant par S.O.S. Environnement, à savoir la désignation de candidats uniques s'engageant à refuser à la fois tout désistement entre les deux tours de scrutin, et tout retrait avant le premier tour (le Monde du 27 octobre). Ces deux organisations ont plusieurs points communs qui leur permettent de se rapprocher.

Certains, elles sont, par nature, différentes. Le mouvement S.O.S. Environnement, héritier du bureau de liaison des associations de défense de l'environnement de la région parisienne, regroupe divers associations (de protection de la nature, d'aide aux handicapés, par exemple) qui ont pour but, en engageant sur le terrain de la politique, de promouvoir un projet politique (le Monde du 25 juin 1977). De son côté, Ecologie 78 se veut un simple cartel électoral destiné, selon l'un de ses porte-paroles, M. Brice Lalonde, à se dissoudre après le scrutin de mars 1978. Sous ce sigle, plusieurs organisations d'écologistes, parmi les plus représentatives, ont proposé un programme commun, avec des finalités du système capitaliste et répondant aux besoins des travailleurs que les bases d'un accord devraient être définies par les élus de l'union de la gauche.

« M. Gilles Martinet, membre du secrétariat du P.S. déclare dans une interview publiée par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel : « La reprise des négociations sur la nationalisation du programme commun avec les communistes ne pourra avoir lieu qu'après une lutte à laquelle le P.S. fera face, même si ce n'est pas nous. Nous devons lutter pour nous perdre la confiance d'une grande partie de nos électeurs si nous cédons aujourd'hui ses revendications des communistes. » En cas de victoire de la gauche, M. Martinet précise que « les socialistes proposeraient sans aucun doute aux communistes de gouverner avec eux. » Il ajoute : « Il est sûr que François Mitterrand ne donnera pas de postes qui ne correspondraient pas à la véritable influence des communistes. »

« M. Pierre Mauroy, député socialiste, maire de Lille, qui avait été vivement critiqué par le parti communiste pour avoir participé le 22 octobre à la Convention pour l'Europe (le Monde du 25 octobre) a déclaré, lundi 31 octobre, à Lille : « J'apprends que M. Gustave Thibaut, qui est actuellement aux États-Unis avec une délégation du Parlement européen dans laquelle toutes les tendances sont représentées, notamment la majorité, le ne le lui reproche pas, mais je m'étonne que le P.C. ait condamné ma participation à la Convention pour l'Europe où je n'ai fait que développer les positions du parti socialiste. J'espère que M. Gustave Thibaut aura l'occasion d'exprimer ses conceptions sur l'Europe aux États-Unis. » (Corresp. part.)

« M. Luciano Lama, secrétaire général de la centrale syndicale italienne C.G.I.L., a déclaré, dimanche 30 octobre, au quotidien Il Messaggero : « La gauche française n'a pas assez approfondi le débat politique. En Italie, nous avons une vision plus dynamique et plus graduelle des processus politiques. Pour nous, une politique de nationalisation étendue et rigide peut servir le papier et le retourner finalement contre les promoteurs des nationalisations, en raison des difficultés économiques que peuvent créer les détenteurs des richesses. »

Le Monde

Société et culture

LA JOURNÉE DES FEMMES NOIRES A PARIS

« La voix des plus opprimées »

Singulière expérience que de quitter une rue parisienne pour se retrouver, au sein d'un groupe de femmes noires, dans une atmosphère de combat. C'est ce qui s'est passé, aux heures sombres, et douloureuses, de la journée des femmes noires, organisée par la Coordination des femmes noires, qui, depuis mai 1976, vient de faire entendre la voix des plus opprimées.

Africaines, Antillaises et Américaines de tous âges et de tous milieux s'étaient réunies, entourées de nombreux hommes et de plusieurs militantes féministes, pour rompre un isolement devenu trop pesant. Ainsi, c'est la première fois, comme devait le faire remarquer un spectateur, que des femmes noires ont pu se réunir ensemble et se faire entendre.

D'entrée de jeu, les femmes noires ont évoqué les problèmes de la femme noire, et ont souligné les problèmes de la femme noire, et ont souligné les problèmes de la femme noire.

Le congrès du MAN (non-violent) appelle à la constitution d'un front autogestionnaire

De notre correspondant

Belfort. — Le MAN (Mouvement pour une alternative non-violente) a tenu, du 30 octobre au 1er novembre, son congrès national au centre de Glay, dans le pays de Montbéliard, en présence d'une cinquantaine de délégués. Le général Paris de Bolidière assistait aux travaux.

« Nous sommes un mouvement politique de gauche », nous a déclaré M. Jean-Marie Müller, membre du comité d'organisation, « un mouvement qui doit prendre en charge les problèmes sociaux, économiques, culturels, écologiques, qui sont d'accord avec nous sur les problèmes à résoudre, en matière de croissance industrielle et de défense ».

Les problèmes des objectifs de croissance pour l'industrie, la nouvelle loi sur l'énergie, l'intensification de la campagne contre la stratégie nucléaire, l'attachement au conflit du Liban et les luttes écologiques ont retenu en particulier l'attention des congressistes avant qu'ils n'acceptent à l'unanimité la synthèse suivante : le MAN est un mouvement politique à un rôle d'interpellation et de proposition visant au développement du socialisme autogestionnaire. Le MAN a décidé d'organiser la constitution d'un front autogestionnaire constitué par un collectif d'organisations ou de personnes qui s'engagent à soutenir les objectifs politiques définis dans une plate-forme nationale. Cette plate-forme devra inclure les problèmes sociaux, économiques, culturels, écologiques, les implications dans les domaines de l'énergie et de la défense (nucléaire et non nucléaire).

En fonction des réalités locales, le front pourra concrétiser ses positions en présentant des candidatures aux prochaines élections.

● L'exploitation du Palais de la Méditerranée prolongée jusqu'au 31 décembre. — En réponse à M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme et maître de la Méditerranée, M. Christian Bournet, ministre de l'intérieur, dans une lettre à M. Médecin, a annoncé sa décision d'autoriser l'établissement à prolonger effectivement son exploitation jusqu'au 31 décembre, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'été 1978, sous réserve que la commune d'Antony, conformément à l'avis de la commission supérieure des jeux, — (Corresp.)

● RECTIFICATION. — L'article « Bon et mauvais dimanche », rapportant une décision du tribunal d'Antony (le Monde du 1er novembre), était suivi d'un rappel de la jurisprudence de ce tribunal. Mais il commençait par les mots : « Ce n'est pas la première fois que le tribunal d'Antony... ». Il s'agissait, évidemment d'Antony.

LE CONGRÈS NATIONAL DES SALUTISTES A PARIS

Si toutes les armées du monde...

Qu'est-ce qu'une armée de mille cinq cents hommes à peine (et surtout de femmes) dont trois cents officiers d'active ? Un corps d'élite ? Une armée d'opinion ? Non. Ce sont les effectifs des troupes commandées en France par les successeurs de William Booth, autrement dit l'Armée du Salut, qui vient de se réunir au congrès à Paris. Un congrès sans votes, ni motions, ni tendances, où, librement, l'unité, se réalise à l'occasion d'un témoignage public, d'une lecture de la Bible (ponctuelle de « amen » dans la salle) ou d'un cantique martiallement joué au son du tambour.

Les salutistes ne se complaisent ni dans les plans de bataille, ni dans les états-majors en campagne, ni dans les tractions de gloire habituelles. Au congrès, c'est la simplicité qui prévaut. On s'occupe de la vie, de la vieillesse, de la jeunesse, de la santé, de la maladie, de la mort, de la vieillesse, de la jeunesse, de la santé, de la maladie, de la mort.

Pour ce congrès national 1977, les salutistes français ont organisé la visite du commandeur Erik Wahlström, citoyen finlandais, qui coordonne la « bataille » sur tous les « fronts » européens. Pour ne pas être en reste, les salutistes ont organisé une petite fête où les chorales alternent avec les fanfares devant un parterre d'uniformes à la fois.

Les salutistes ne se complaisent ni dans les plans de bataille, ni dans les états-majors en campagne, ni dans les tractions de gloire habituelles. Au congrès, c'est la simplicité qui prévaut. On s'occupe de la vie, de la vieillesse, de la jeunesse, de la santé, de la maladie, de la mort.

Un congrès national 1977, les salutistes français ont organisé la visite du commandeur Erik Wahlström, citoyen finlandais, qui coordonne la « bataille » sur tous les « fronts » européens. Pour ne pas être en reste, les salutistes ont organisé une petite fête où les chorales alternent avec les fanfares devant un parterre d'uniformes à la fois.

Les municipalités de gauche et l'école privée

La question de l'aide aux écoles privées fait ressortir dans certaines municipalités de gauche les divergences entre socialistes et communistes, comme au témoignage la différenciation qui oppose les élus des deux partis à Alençon.

A Saint-Chamond (Loire), au contraire, socialistes et communistes ont adopté à la quasi-unanimité le maintien des subventions aux établissements privés de la ville.

Divergence à Alençon...

De notre correspondant

Alençon. — Le conseil municipal d'Alençon (Orne), qui s'est réuni récemment n'a pas voté à l'unanimité les propositions de la commission de l'éducation : pas d'augmentation des subventions en 1978, réduction de 50 % des subventions à la rentrée 1978-1979, et suppression de la subvention aux établissements privés n'optant pas pour le contrat d'association. Enfin, le réexamen des modes de calcul des subventions au titre de la loi Falloux. Les communistes, qui se sont abstenus, ont ainsi expliqué leur position.

Nous refusons de nous imposer dans le choix fait par les écoles privées, à propos de leur type de contrat. Et nous estimons que notre gestion ne doit pas pénaliser des familles dont les enfants fréquentent des écoles à statut différent. Nous restons des laïcs convaincus. Même si nous ne partageons pas le choix de l'école privée fait par des familles ouvrières, nous refusons de les pénaliser.

L'attitude des élus communistes a provoqué une réaction de la section de l'Orne de la FEN, qui rappelle qu'une des positions fondamentales est d'ouvrir dans le sens d'une suppression des subventions aux écoles dites libres. D'autre part, le Syndicat national des instituteurs et la FEN d'Alençon ont appelé tous les militants au respect de leurs engagements.

MARCEL VANNIER.

...Unanimité à Saint-Chamond

De notre correspondant

Saint-Etienne. — A Saint-Chamond (Loire), les subventions aux écoles privées viennent d'être votées à l'unanimité par le conseil municipal. Les socialistes et communistes à une abstention près, celle d'un apparenté communiste. La municipalité de gauche a voté pour chaque élève des établissements privés 105 F de participation à caractère social, 272 F de fournitures scolaires et 50,11 F de frais de fonctionnement. Saint-Chamond compte dix-huit écoles publiques et deux établissements privés du premier degré fréquentés par cent vingt-cinq élèves.

M. Jacques Badet (P.S.), expliquant le vote au nom des socialistes, a déclaré notamment : « Si nous sommes fondamentalement attachés aux règles de la laïcité de l'enseignement, nous sommes cependant réalistes et nous savons que les engagements de l'Etat en matière d'éducation nationale comportent des carences. Les établissements privés jouent un rôle dans notre ville et il n'y a aucune raison pour que, dans la situation actuelle, nous les pénalisions en refusant de leur apporter une aide au nom d'un principe, même s'il nous est cher ».

M. Jean Abad, adjoint communiste au nom de son groupe, a mis lui aussi en cause la politique du gouvernement : « Mais, a-t-il ajouté, si nous sommes des laïcs — et nous restons fidèles aux orientations définies en 1972, qui permettront justement d'aller vers une école pour tous les Français, une école de la tolérance, du pluralisme et de la liberté — dans le même temps, nous affirmons que notre objectif n'est absolument pas d'ouvrir une guerre sociale contre les familles qui envoient leurs enfants à l'école confessionnelle. En effet, très souvent, certains justifient l'existence de ces deux écoles par une liberté de choix. Nous soutenons, quant à nous, que la loi n'est pas le problème. Les responsabilités se situent au niveau gouvernemental. Le gouvernement n'accorde pas à l'école publique les moyens matériels et en personnel qui devraient justifier la qualité d'un service public. D'où on pénalise les familles qui, faute d'avoir trouvé une école publique, envoient leurs enfants à l'école privée ? »

M. Abad, posant une question inattendue de la part d'un conseiller communiste, a conclu : « On ne pénalise pas les familles qui envoient leurs enfants à l'école publique parce que la proportion de fils d'immigrés obtient des pourcentages élevés ? » Dans certains quartiers populaires de la ville, il n'est pas rare, sur une classe de vingt-cinq élèves, vingt-trois d'être eux soient des enfants d'immigrés.

PAUL CHAPPEL.

« L'Aurore », « Le Figaro », « France-Soir » quittent le Centre d'information pour la presse dans l'enseignement.

L'Aurore, le Figaro et France-Soir quittent le Centre d'information pour la presse dans l'enseignement (CIPPE) et annoncent qu'ils vont former un groupe commun pour favoriser l'introduction de la presse à l'école. Le CIPPE est une association d'éditeurs de journaux qui réunissait, jusqu'au départ des trois titres nationaux (dix quotidiens, douze hebdomadaires et deux mensuels). La présidence du CIPPE est assurée par M. Jean-Louis Servan-Schreiber, président-directeur général de l'Édition. Il existe une autre organisation : l'Association régionale presse-enseignement-journalisme (ARPEJ), qui groupe, sous la présidence de M. Jean-François Lemoine, directeur général de Sud-Ouest, les quotidiens de province.

Les trois journaux se réunissent pour l'instant à l'occasion de leur décision. Elle intervient quelques semaines après que le ministre de l'éducation ait manifesté son intention d'intégrer officiellement la lecture critique des médias aux programmes scolaires et de créer un organisme national chargé d'étudier le développement de la presse à l'école (le Monde du 19 octobre). Le CIPPE et l'ARPEJ seront associés à ce travail. Les trois éditeurs nationaux — dont deux appartenant au groupe Hénart — se seraient-ils sentis gênés de s'aligner dans une association de presse politique ? Ont-ils préféré le pluralisme à trois unités que la collaboration avec des journaux aussi différents que « l'Information » et « Valeurs actuelles » ? — C.V.]

FRANÇOIS JANIN.

SPORTS

UN COMITÉ POUR LE BOYCOTTAGE DE LA COUPE DU MONDE EST CRÉÉ EN SUÈDE

Un comité d'action pour le boycottage de la Coupe du monde a été créé lundi 31 octobre à Stockholm. Son but est d'attirer l'attention des Suédois sur la situation politique en Argentine, pays organisateur de la compétition, et de demander à l'équipe de Suède, qualifiée pour la phase finale de la coupe, de ne pas aller à la fête argentine à organiser cette vaste entreprise publicitaire, car derrière les cortèges de police qui protégeront les équipes se cachent la terreur et la répression.

Jeux olympiques

LES ANGELES SEULE VILLE CANDIDATE POUR L'ORGANISATION DES JEUX D'ÉTÉ EN 1984

Une seule ville, Los Angeles, a fait acte de candidature pour l'organisation des Jeux olympiques d'été, en 1984.

Pour les Jeux d'hiver de 1984, le Comité international olympique (C.I.O.) a fait état de quatre dépôts de candidatures. Il s'agit de Sapporo (Japon), Sarajevo (Yougoslavie), Göteborg (Suède) et d'une région française qui pourrait être celle de Chambray-Mont-Blanc ou celle des Trois-Vallois (Combrailles, Marais, Beaulieu). Les Jeux olympiques d'été ont déjà été organisés à Los Angeles, en 1984, et ceux d'hiver à Sapporo, en 1972.

« LA RECHERCHE »

dans la publicité sur page 65 du MONDE DE L'ÉDUCATION (novembre 1977 : « L'enfant et la ville »). L'adresse de cette revue n'a pas été mentionnée.

57, RUE DE SEINE
Paris-6 - Tél. : 326-98-76

NATATION

L'intervention des médecins dans la détection des champions LA FIN DU FLAIR

Il y a peu encore, la détection des sportifs théoriquement doués reposait pour une grande part sur l'œil et le flair. Étaient supposés doués ceux qui couraient avec élégance, sautait avec facilité, nageaient avec souplesse. La confirmation ou non de ces qualités ne venait que bien plus tard, à l'épreuve de la compétition, donc souvent trop tard. Trop tard pour l'athlète qui avait perdu son temps, trop tard pour l'entraîneur qui avait fait

C'est d'autant plus vrai pour la natation française que la situation n'a jamais été à ce point alarmante — les résultats des derniers championnats d'Europe le prouvent — et que le développement du fonctionnement du Centre national, réservé à l'élite, pousse les dirigeants de la Fédération française à presser le mouvement. Pour ce qui concerne la natation, cependant, la détection reposait sur des critères médicaux doit être accompagnée de corrections techniques qui tiennent à la particularité d'une discipline qui s'exerce dans un milieu différent, c'est-à-dire l'eau. De bons tests de valeur sont donc nécessaires dans le sens de l'efficacité recherchée pour la natation. Ils n'étaient complétés par des informations ayant trait, par exemple, à la fiabilité des corps.

M. Gérard Garot, directeur national de la natation française, considère que la détection médicale comporte plusieurs volets essentiels. Volets physiologiques, physiologiques, biologiques, et psychologiques. Les résultats. Sa préoccupation est de trouver, du moins au premier stade, des solutions simples et pratiques à mettre en œuvre. Le coût de tests aussi complexes, et forcément sophistiqués, est ainsi à proscrire en considération. M. Garot estime que pour chaque sujet une sélection de 1500 à 2000 francs devrait être consacrée. Il n'est donc pas question pour l'instant de généraliser des prises de mesures aussi coûteuses, mais de faire un triage de détermination, à un prix raisonnable, les capacités du plus grand nombre possible de nageurs.

Ces tests ont commencé et ils ne seront tout à fait fiables que lorsqu'un grand nombre d'observations auront été relevées et analysées. Dès que possible, il semblerait à la disposition du haut de la pyramide, c'est-à-dire des tests plus sophistiqués que compte la natation française et

fausse route. Aujourd'hui, le sport de haute compétition regroupe de plus en plus ces idées reçues : la détection reposant sur les apparences est remplacée par une détection médicale rigoureuse. C'est évident depuis longtemps en République démocratique d'Allemagne, en Union soviétique, en Suède et dans beaucoup d'autres pays ; les États-Unis y viennent et, en France, une évolution comparable est observée.

Les treize sections sports études. M. Garot, M. Garot, et nous devons être extrêmement rigoureux et bien considérer que ces tests n'auront de valeur absolue que la condition de ne pas être infirmés par les résultats obtenus par tel ou tel nageur.

En fait, la circumspection dans laquelle entend se tenir le directeur national indique qu'il faudra un certain temps avant de tenir pour acquis les résultats de ces tests. Tous les pays sont au demeurant passés par une période de tâtonnement et, aux États-Unis, par exemple, la commission chargée de ce problème se garde bien de se prononcer avec l'autorité qui déconcréterait d'une ferme conviction.

La consommation d'oxygène

Dans la pratique du sport moderne, il est en tout cas possible de mesurer l'oxygène dont dépend la résistance du sujet. Compte tenu de la rigueur des entraînements en laboratoire et du rythme en compétition, il convient pour appartenir à l'élite, qu'un individu ait la capacité de consommer un maximum d'oxygène dans un minimum de temps. De cette capacité à consommer beaucoup et vite dépend le moment où apparaîtra le seuil de la fatigue, et la performance future sera naturellement directement liée aux résultats des tests. Le champion de demain sera celui dont l'organisme repoussera le mieux l'apparition des phénomènes de la fatigue.

On tient pour acquis, dit M. Garot, qu'un individu capable de consommer beaucoup d'oxygène dans un minimum de temps aura une chance de devenir un champion. Mais qu'il y ait ou non une relation entre la consommation d'oxygène et la performance, toutes les perspectives de réussite

تَكَذَّبُ مِنَ الْأَصْلِ

MALADIES MENTALES OU SOCIALES

Le témoignage d'une généraliste

A U double titre de médecin généraliste, qui peut à tout moment avoir à adresser des patients à un psychiatre, et de malade mentale potentielle (le tou ne s'annonce pas au fond de chacun de nous ?), je ne peux m'empêcher d'éprouver un certain malaise devant de récentes théories psychiatriques et pratiques psychanalytiques. Lorsqu'on a la plus petite expérience de la maladie, on ne peut, en effet, rester indifférent devant certaines proclamations, et on s'étonne de la facilité avec laquelle elles « passent ».

Il ne saurait être question de prendre la défense de la psychiatrie traditionnelle, dont la présence concrète a déjà fait suffisamment de victimes. Mais, à l'inverse, on peut s'efforcer de l'empêcher prise par la théorie romantique de l'héroïsation du malade mental, et de la condamnation consécutive de toute intervention psychothérapeutique, quelle soit psychanalytique ou psychiatrique.

Ce qui est grave, c'est que, depuis les travaux de Laing, de Cooper, de Thomas Szasz et d'autres, s'élèvent une science pseudo-psychiatrique à propos de laquelle on peut s'interroger. S'agit-il de s'occuper de gens qui ne vont pas bien, ou de partir en quête d'une illumination mytique, politique ou sociale, recherche que l'on poussera au besoin avec un petit coup de LSD, ou de mescaline, dont l'expérience n'a jusqu'à présent jamais prouvé qu'elle était des régulateurs de la thymie.

« Une lutte pour la folie »

La-dessus, que lit-on ? que « la maladie mentale est un mythe » (Szasz) ; que la psychiatrie doit être une « lutte pour la folie », parce que, « en chaque homme normal, gît le cadavre d'un fou créateur et vivant, tué par l'ordre social », et que le problème du psychiatre est devenu de lui « redonner vie ». On lit enfin, dans une effrayante confusion des problèmes, que le militant révolutionnaire est appelé à jouer aujourd'hui « le rôle que tiennent jadis le lépreux, puis le fou ». Je m'inquiète pour l'avenir de la révolution, mais je vais monter, au firmament de la psychiatrie moderne, radieuse et romantique, l'image acidescente du Saint Chevalier, terrassant de sa lance de lumière, le dragon de la société inhibitrice et répressive. Et je me demande, avec un petit pincement au cœur, à qui je vais bien pouvoir confier les malades mentaux que je pourrais être amenée à rencontrer dans ma pratique, ou moi-même, le cas échéant.

J'ai vu la maladie mentale et la névrose. Je les ai vues chez des amis chers, à l'hôpital et dans le cabinet du généraliste. Je ne voudrais pas que le jour où le terroir, comme on dit, une bouffée délirante, on m'abandonne à mon délice ; que, devenue d'un seul coup la « hiérophante du sacré » (Laing), on s'essaye devant moi pour contempler l'événement de l'homme nouveau ou à terme, qu'on s'en inspire enfin pour réaliser une quelconque « autogestion générale » (W. Huber). (Entendrait-on par là que chacun pourrait alors se faire ses propres ententes ?)

Je connais trop le manteau glacé de la névrose, ces monies tristes et grises, muettes ou chatouilles, que sont les tous pour pouvoir croire un instant que le possesseur de la santé mentale ne revienne finalement qu'à une élanation des sources profondes de l'être. Je ne pense pas qu'avec des structures mentales effondrées, une effectivité paralytique, on puisse arriver à une quelconque réalisation, parce qu'on ne possède alors plus aucune liberté. Je suis heureuse de trouver sous la plume de Franco Basaglia, le père de l'antipsychiatrie, ces mots : « Le discours sur la folie n'a pas de signification s'il n'est pas confronté à la pratique de la folie. Parler de la folie d'une façon abstraite et idéologique est une parodie. On étudie ainsi le problème de la souffrance qui se pose en réalité. »

Les auteurs cités plus haut semblent, en effet, tenir bien peu de l'avis de « l'extraordinaire souffrance morale » (André Bourguignon) qui accompagne le plus souvent la psychiatrie. Ils ignorent avec superbe l'angoisse, « maître symptôme en psy-

par le docteur
ALEXANDRA GIRAUD

chiste », dont Bourguignon dit qu'elle « doit être traitée d'urgence. En effet, cet affect majeur peut entraîner le sujet à des passages à l'acte parfois incompréhensibles et même dangereux pour lui-même (suicide, homicide) ». Je crois que le premier devoir d'un thérapeute est d'être disponible à l'écoute de son malade, et sa demande, lorsqu'il est encore à même de le formuler. Je ne trouve chez tous ceux que j'ai cités plus haut qu'une très grande complaisance à l'égard de leurs mobiles personnels et respectifs, mais aucune ouverture à l'autre et à sa souffrance.

Je sais qu'il n'est pas aisé dans la plupart des cabinets de psychanalyse et dans la pratique quotidienne de la psychiatrie, où les malades sont pleinement assumés, que ce soit en institution, en hospitalisation de jour ou à domicile. Je refuse ceux qui veulent abolir le dialectique du médecin et du malade, du soignant et du soigné, de l'analysant et de l'analysé, parce que cela revient trop souvent pour le malade à ne trouver personne en face de lui.

Le propos de l'illuminisme psychiatrique actuel, qui nie le concept même de maladie mentale, est moins le « retour » très accessoire et à la limite étiologique, que le « voyage ». Or allez dire à un schizophrène, s'il peut encore vous entendre, à un mélancolique dépressif entre ses crises, à un homme impuissant, que sous prétexte que ce qu'il vit est, selon vous, la manifestation schizophrénique de son génie créateur « tué par l'ordre

social », donc une forme supérieure d'existence que finalement vous leur aviez, vous relâchez de les prendre en charge, vous n'acceptez de les écouter que pour en apprendre et vous n'essayeriez surtout pas de les soulager, car ce serait les considérer comme des malades, donc leur coller une étiquette, et que « cette étiquette est un fait social, et un fait social est un événement politique ».

Ils seront bien avancés. Tout traitement efficace est soumis à la condition préalable d'une modification radicale des rapports sociaux. Peut-être. Sûrement, même ; il n'est qu'une manière plus douce et plus humaine dont la folie est vécue dans de nombreuses sociétés à structure traditionnelle. Mais ici, le « révolution » qu'on espère est d'autant plus commode qu'elle est plus vague et surtout plus élogieuse, et qu'elle implique considérablement la tâche du psychiatre qui, dans l'état actuel des choses, est idéologiquement tenu d'applaudir des deux mains aux cabriolets de ses patients — de ses clients devrait-on dire — la volonté révolutionnaire s'accommodant tout bien, dans le cas de la psychanalyse, de l'indispensable relation d'argent.

Je ne sais pas que la psychiatrie traditionnelle et la psychanalyse orthodoxe aient jamais guéri beaucoup de monde. Je ne sais même pas si l'objectif doit être de « guérir » ou plus simplement d'aider le malade mental et son entourage à vivre ; mais je ne crois pas que ce soit en rien ce qu'il faut que la psychiatrie moderne, au sens large, puisse être plus efficace.

LE PSYCHIATRE ET L'EXCLUSION DU FOU

(Suite de la page 9.)

Lorsque des psychiatres confondent dans une même réprobation l'usage de la psychiatrie en U.R.S.S. pour l'élimination des dissidents avec les débauches de nos propres institutions, ils mélangent une différence d'essence (détournement de la fonction) avec des différences d'existence (défaut dans l'application).

Rien n'illustre mieux la nécessaire sauvegarde de la psychiatrie que cet extrait d'une lettre de Ion Vienu, psychiatre roumain, qui vient d'être expulsé de son pays parce qu'il s'est opposé au détournement du sens de la psychiatrie au profit de la politique :

« Dans tous ces débats entre psychiatres, antipsychiatres, psychiâtres travestis en antipsychiâtres et vice versa, une énorme confusion est déjà en marche à cause du manque total de prémices théoriques en ce qui concerne l'essence même du phénomène psychopathologique. L'autre jour, j'ai regardé à la télévision romaine une « table ronde » où parmi d'autres participants il y avait aussi M. Basaglia qui n'a pas hésité à affirmer que les malades mentaux sont, comme d'autres, tout simplement des gens qui « ont des problèmes » avec la société. Or je crois que la maladie mentale est une manière très spéciale, très spécifique de répondre à ces problèmes, et pour ne pas oublier cette chose, par ailleurs tellement évidente, il ne serait pas inutile de définir cette spécificité qu'on a tendance à mettre au rancart (...).

« En Roumanie, j'avais déjà commencé à travailler à une « poétique de la folie » où je considérais cette dernière sous l'angle de la créativité humaine, comme un rameau éloigné de cette féculité laboutrière de l'espèce. Peut-être que de cette manière on pourrait en même temps maintenir la spécificité du fou sans tenir en rien son éminente dignité ! »

Dr CHARLES BRISSET.

Un livre du docteur Jean Carpentier

LE RAS-LE-BOL DU « DOCTEUR »

M ÉDECIN sceptique devant la guérison dans une société comme la nôtre, le médecin se sentait « piégé ». Pour sortir de cette contradiction, le docteur Jean Carpentier a écrit un livre. *Médecine générale*, il s'est sibi résolulement « oileurs », à contre-courant. Manque-t-on de médecins ? Le problème est plutôt d'après lui, qu'il y a trop de malades. « Mieux vaut, dit-il, un bel espace vert qu'un bel hôpital » ; il s'est battu à Corbeil contre la construction d'un nouvel hôpital. Les militants ? Il se méfie de tous ceux qui lui promettent un avenir meilleur, en ayant perdu tout contact avec la base, en ignorant jusqu'à leur voisin de palier.

Le discours sur le pouvoir médical lui semble suspect parce que le problème du médecin, pour lui, c'est surtout son impuissance à soigner l'alcoolique, le déprimé, le cancéreux. Quant au débat sur le paiement à la fonction et le paiement à l'acte il lui semble avoir « frigidiifié la réflexion dans le milieu médical » et escamoté les vraies questions sur le pouvoir ou l'angoisse. Entre le changement des mentalités et celui des structures, le docteur Carpentier a donné certainement une priorité au premier : « L'équipe médicale, le centre de santé, la participation des usagers, viendront de surcroît, in fine. »

Que s'agit-il de modifier d'après lui ? L'état d'esprit des vieillards qui se font prendre la tension tous les deux jours, en économisant pour leurs enfants, sans vivre vraiment leur retraite ; celui des parents qui, vis-à-vis des antibiotiques par exemple, n'ont pas acquis un certain esprit critique ; enfin, plus généralement, il s'agit, d'après ce médecin, que tous prennent conscience que la maladie est le résultat d'une société pathogène.

Le docteur Carpentier n'hésite pas à affirmer, non sans excès,

que « tous les morts de son quartier sont morts assassinés » — affirmation qu'il illustre par de nombreux exemples précis dans son livre : ainsi la gastrite, l'amaigrissement et l'épisode dépressif de cet ouvrier qui travaille de nuit et sa femme de jour. Un horaire dont le seul avantage, en effet, est de faciliter la garde des enfants !

Toute l'ambiguïté du rôle du médecin, souligne le docteur Carpentier, est en fait de répondre à ces demandes, de « remettre les gens dans le circuit ». Chargé de « faire supporter l'insupportable », le médecin se sentait « piégé ». Pour sortir de cette contradiction, le docteur Carpentier a fait œuvre d'imagination : il a transformé sa salle d'attente en « lieu de parole », où sont exposés tableaux, poèmes et tracts ; il a organisé des assemblées générales pour parler du chômage, des médicaments, de l'angoisse, des enfants.

Il y a dans cette démarche un brin de cabotinage, mais aussi beaucoup de lucidité : le docteur Carpentier sait bien qu'il a marché on lui tend la main parce qu'il reste « le docteur » et il reconnaît que le jour où il a distribué à des ouvriers un tract disant son « ras-le-bol à soigner des gens que la vie creuse », il n'a pas été très bien reçu.

D'autres thèmes reviennent souvent dans son livre : la peur de la mort, son angoisse, son incapacité quelquefois à « gérer la mort », son sentiment de « mourir de la mort des gens », le courage qu'il faut pour renvoyer un malade déprimé, sans lui donner un tranquillisant inutile, parce qu'on ne peut rien. Cet homme refuse d'être « un médecin perpétuellement accueillant, de gauche, souriant, une boîte bien huilée qui sait trouver les bons mots », car ce serait également une duperie.

Pour cette sincérité aussi, ce personnage contradictoire, excessif, égocentrique, narcissique, ne laisse personne indifférent.

NICOLAS BEAU.

* Médecine générale, docteur Jean Carpentier, Maspero, 189 p., 39 F.

le PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
présente une exposition
DÉCOUVERTE DE LA CARDIOLOGIE
du 27 septembre 1977 au 23 avril 1978
réalisée avec le concours de
« LA FONDATION NATIONALE DE CARDIOLOGIE »
Exposés - Films - N° spécial de cardiologie, franco : 6,50 F
Av. F.-D.-Roosevelt - 75008 PARIS

**A VOTRE AVIS,
QUELLE PART DE BÉNÉFICE
NET D'IMPÔT
PEUT-ON TRANSFÉRER
LIBREMENT HORS DE
LA RÉPUBLIQUE D'IRLANDE ?**

100%

Non seulement l'Irlande exempte de tout impôt vos bénéfices à l'exportation et vos plus-values en capital mais elle vous laisse entièrement libre de les transférer à votre guise.

Cette mesure ne constitue qu'une des nombreuses incitations dont bénéficient les entreprises installées en Irlande.

L'implantation d'une usine en Irlande est d'autant plus aisée que vous avez affaire à un interlocuteur unique : l'IDA Irlande (Office of Development Administration of the Republic of Ireland).

En dix ans, l'IDA Irlande a supervisé l'implantation rapide et réussie de plus de 600 sociétés étrangères en territoire national.

Prenez contact avec Monsieur Terence Brown, Directeur de l'Agence IDA Irlande de Paris. Il se fera un plaisir de réaliser une étude à votre intention en tenant compte de vos besoins spécifiques (aides financières, incitations fiscales, recrutement de personnel, programmes de formation, etc.).

IDA Irlande, 24, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. 729-87-10.

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE: LE TAUX D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE LE PLUS ÉLEVÉ DU MARCHÉ COMMUN

**CLINIQUE
LA MÉTAIRIE**
CH-1260 NYON près Genève
Lac Léman. Tél. 1941/22/61-15-81
Pr. G. W. Semadeni
médecin - directeur
Établissement médical privé de premier ordre pour les affections du système nerveux
Chimiothérapie - Psychothérapie
Cures de sommeil - Déontostimulation - Physiothérapie - Massages - Culture physique - Sports.

مكتبة من الأصول

De Seurat, le Met présente cinquante dessins provenant des collections new-yorkaises publiques et privées : parmi eux plusieurs études pour « la Grande Jatte ». De Signac, il expose trente-deux peintures, aquarelles, dessins et gravures appartenant au musée et provenant en majorité de la collection Robert Lehman.

l'Etat est à la fois social et théâtral. Les mystiques et les rationalistes le servent également. Il n'en va pas autrement dans l'Allemagne hitlérienne, ni dans la France de l'entre-deux-guerres, où l'on voit Le Corbusier exposer ses unités d'habitation alors même que s'élèvent les constructions monumentales du palais de Chaillot et du palais de Tokyo.

JACQUES MICHEL:
★ Le rationalisme et l'archaïsme
italienne pendant le fascisme.
Exposition organisée par Luciano
Patata, Silvia Danesi (Venise), et
Jean-Louis Cohen (Paris). Chapelle
de la Sorbonne. Jusqu'au 27 no-
vembre.

Revenons esagament, au Dauphiné
le Raulin. Encore une fois, c'est
le mosaïque : les vaches au nord,
les rebis au sud. De hautes mon-
agnes à l'est, la mince plaine rho-
daniennne à l'ouest. On n'en finit
pas d'énumérer les contrastes,
c'est dans ce labyrinthe géogra-

Ceux qui les ont fabriqués 'dépou-
le l'âge classique se sont bornés - tout
bêtement - à l'inspirer, non sans
créativité, de l'architecture noble,
aesthétique, séigneuriale. Ils ont
seulement reproduit, en les plaçant au-
dessus de la porte, les uns au-dessus
l'autre, au-dessus des belles granges,
monastères de la Grande Char-
treuse, dont le toit est en forme de
chapeau quadrifide. Et qu'on dise
après cela que les maçons paysans du
du-huitième siècle sont des
brutes épaisses... ils sont plus
sophistiqués en tout cas, ces adap-
tes tardifs du style Louis XIII, que
ce ne sont bon nombre de nos pro-
moteurs immobiliers, qui ne savent
qu'imiter, bêtement, toujours,
au flanc des toits de la rue.

Mais on ne voit pas que du
«catéchisme» dans la Dauphiné de

Le style d'Henri Racine, rédacteur de cet admirable volume, n'est pas toujours d'une parfaite clarté : les adjectifs s'y battent en duel avec les verbes sans qu'on sache très bien par moments qui en rapporte à quoi, et quel à qui. Mais peu importe : il ne s'agit que de le laisser, au moins, en liberté. On a le sentiment d'avoir la patience de la lire, et l'impudence de mémoriser à la vue de ses photos de formes, du ses plans géométriques, de ses charpentiers arachnéennes, de ses réflexions astucieuses sur les liens entre la langue, l'écrit, l'homme, le monde. Ainsi n'a-t-on restitué qu'un échantillon de ces pages, l'habitat rural d'une province que l'on dévotement adoré depuis un quart de siècle.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.
★ *L'Architecture rurale française : le Dauphiné*, par Henri Baulin. Berger-Levrault. 277 pages, cartes, plans

Confronter l'éternel romantisme à la frénésie politique des enfants du siècle : c'était là un beau sujet. Un sujet propre à séduire aussi bien le moraliste et le sociologue que l'humoriste, Paolo Pietrangeli e tout à fait, tout caricaturé, tout enlaidi, plus grave encore : de cette histoire orientale, pathétique, il a fait un film mortellement ennuyeux où

proverbe. Piétrangeli ? Que le jeu-
neur ne s'en aille vivre sans amour ?
On s'en doutait. Que l'endocrini-
sme philosophique et politique en
arrive à troubler les sentiments les
plus naturels ? Que la libération
des mœurs n'a pas apporté le
bonheur à ses bénéficiaires ? C'est
sans doute vrai, mais le désarroi
d'une génération mortelle une ana-
lyse moins simpliste et moins
complaisante que celle proposée
par le cinéaste. Il paraît que ce
film a fait scandale en Italie. A
l'image de son titre, il n'est pourtant
que gottamente racoleur.

JEAN DE BARONCELLI

★ Biarritz, Vieux-àux, Biarritz-
Montbarnasse, Dautou, La Claf (v.o.).

voies l'une après l'autre, quatre québécoises de trente ans — une Journaliste, une artiste, une traductrice, une cinéaste — définissent leur relation en mariage, racontent leurs expériences de vie commune. Quelques brèves séquences les situent dans leur cadre quotidien, mettent en scène conjoints et enfants s'il y en a.

Mireille Dansecan n'a pas la traditionnelle légende des documentaristes canadiens, qui, comme elle, transmettent la parole des autres. Les témoignages (dont on ne discute pas l'importance) ont été recueillis autour d'un thème trop vague. Mal maîtrisée, elle ont vite dévié vers des considérations générales. Il semble que l'absence de ses interlocutrices ait facilité Mireille Dansecan à la paresse, et l'indécision des quatre rencontres s'en ressent.

CLAIRE DEVARRIEUX.
* La Clef.

■ Georg Solti, actuellement chef de l'Orchestre de Chicago, assumera également, à partir de septembre 1979 la direction de l'Orchestre philharmonique de Londres, où il succèdera à Bernard Haitink. D'autre part, le chef d'orchestre Claudio Abbado succèdera à la même date à André Previn à la tête du London Symphony Orchestra.

Pourtant, depuis six ans, Beaufort mène pour le théâtre un combat qui n'est pas négligeable : par un festival pour le jeune public, qui considère moins le spectacle comme un produit fini que comme une pratique naturelle de l'art de lire et de servir du théâtre. Organisé par la FOL (Fédération des œuvres laïques), il manque peut-être de moyens mais sûrement pas d'ambition.

[illegible]

Les gosses haussent les épaules, navrés, méprisants un peu. Et se dirigent en coulisse, vers Mme Lehmann et Jean-Paul. Pour s'assurer si tout a bien marché.

BERNARD BACHELIER

★ Renseignements : P.O.L.
32, rue de Châteaudun, 90000
Belfort, tél. (84) 21-69-88.

Quatre femmes et leurs problèmes
de « bonnes femmes » avec leurs
enfants, leurs hommes, l'argent, le
sexe, la politique, le travail. Quatre

4, square de l'Opéra-Louis Jouvet
location 073.27.24 et agences

[illegible]

C. G.
★ Gaite-Montparnasse, 20 h. 30

20 h 30

هكذا من الأحرار:

RÉGIONS

POINT DE VUE

CE SONT LES MAIRES QUI QUESTIONNENT L'ÉTAT

par BRIGITTE GROS (*)

Au moment où, par acquit de conscience, l'achève de répondre aux douze questions que le pouvoir se pose sur son expérience personnelle de gestionnaire local, le reste paraît à qui bien ce questionnaire ? Les élus du gouvernement ? Les responsables ministériels espèrent-ils découvrir dans les réflexions des maires quelque recette miracle, inconnue, qui, habilement mise en œuvre, mettrait fin au malaise grandissant des élus locaux ? Mais qu'appren-draient-ils qu'ils ne sachent déjà ? Le pouvoir nous demande de nous exprimer, mais un doute s'insinue. Qui ne sait qu'il n'est pas si simple que celui qui ne veut entendre ?

A travers les réponses qui leur seront adressées, nos gouvernements constateront ce que les élus locaux résistent chaque jour : que l'Etat les maintient dans une situation de « mineurs », et qu'il leur impose un régime de plus en plus ingérent, enrichissant les communes les plus riches et contribuant à appauvrir les plus pauvres.

Incapables

D'abord, la situation de « mineurs ». Alors qu'états municipaux nous sommes majeurs et responsables, pourquoi l'Etat nous traite-t-il comme des incapables, des irresponsables, des enfants ?

Nous constatons qu'à chaque décision que nous prenons — et pas à la légère, mais après une concertation approfondie en conseil municipal — nous sommes dans l'obligation de la soumettre au contrôle et à la critique d'une série de fonctionnaires d'Etat. Les inconvénients de cette tutelle sont de deux ordres. D'abord, elle retarde considérablement l'instruction de nos dossiers. Ensuite, elle gaspille nos finances. En fait, elle coûte des contributions.

Prenons un exemple récent, et combien significatif. Il s'agit de la réalisation d'une école maternelle de quatre classes dans une commune. Est-il admissible que le préfet et plusieurs commissions composées de fonctionnaires qui n'ont jamais mis les pieds à Meulan soient obligés de contrôler chaque dans la moindre détail, et plusieurs fois, son dossier de réalisation : état de terrain, normes techniques, adjudications, etc. ? Pourquoi nous imposer cette procédure archaïque alors que notre architecture communale vient de réaliser avec succès plusieurs projets du même type et que nous avons reçu tous les « feux verts » financiers ?

Résultat pratique : d'abord, le ré-

lisation de notre école est retardée d'un an ; ensuite, les parents d'élèves rendent responsable notre conseil municipal de ce retard ; et, enfin, elle coûtera 20 % de plus cher que prévu.

Des exemples comme celui-ci, chaque maire pourrait en citer des centaines. C'est tous les jours sur chaque projet que l'efficacité et le bon vouloir des élus sont mis à rude épreuve par une technocratie de plus en plus envahissante. Pourquoi faut-il que la France reste encore, parmi les pays industrialisés, le seul à ne pas vouloir reconnaître que l'autonomie locale est la seule formule efficace et démocratique pour décider de tout ce qui fait la vie et l'environnement du travail de nos concitoyens ?

Ensuite, le régime de plus en plus ingérent que l'Etat impose aux communes. Les maires ne peuvent plus admettre, en effet, que les grandes communes et les cités riches en taxes professionnelles de même que les petites communes et les communes rurales bénéficient d'un traitement de la taxe sur les valeurs ajoutées (V.T.A.), qui représente pour ces dernières leur principale ressource.

Si l'on prend le cas de la commune d'Aubergenville, sur le territoire de laquelle est installée l'usine Renault-Fina, la note que la taxe professionnelle de Meulan lui l'année dernière de 30 millions de centimes et celle d'Aubergenville de 800 millions, soit deux fois plus. Si Meulan voulait faire face aux mêmes dépenses d'équipement et de services pour une population sensiblement de même importance, il faudrait que sa fiscalité locale soit augmentée d'autant. Mais cela n'est pas possible. Cette dernière, en effet, passe principalement sur les familles les plus modestes, par la taxe d'habitation, qui se fonde exclusivement sur la valeur locative et qui ne tient aucun compte des revenus des contribuables locaux.

Il nous paraît particulièrement injuste qu'il y ait deux catégories de Français : ceux qui résident dans des communes riches, qui sont moins imposés que les autres et qui bénéficient de services et d'équipements plus nombreux ; ceux qui habitent dans des communes pauvres ou poli-

(*) Sénateur (non inscrit) et maire de Meulan.

tes, qui sont plus imposés et qui n'ont pas à leur disposition les mêmes avantages au niveau de leur vie quotidienne, situation qui permet à l'Etat de renforcer sa tutelle.

Inquiets

Nos dirigeants connaissent parfaitement les dommages de la technocratie sur les collectivités locales, de même que la grande misère financière de la très grande majorité des communes de France. C'est pourquoi nous restons perplexes sur son actuelle démarche auprès des maires. Est-ce de leur part une manœuvre destinée à retarder les réformes ? Et plus particulièrement les réformes des ressources des communes, qui est à l'ordre du jour depuis soixante-dix ans, mais qui paraît aujourd'hui, en raison de la crise économique, plus urgente et plus essentielle qu'il n'est ? Les réformes que les maires souhaitent, nos gouvernements en connaissent le détail. Le Sénat, l'Association des maires de France, les associations départementales d'élus et les partis politiques de toutes tendances ne cessent de les réclamer.

Fallait-il alors lancer ce questionnaire ? Et faut-il attendre le renouvellement de l'Assemblée en mars prochain pour agir dans ce domaine essentiel ? La volonté de réforme exprimée à l'occasion des dernières élections présidentielles par M. Valéry Giscard d'Estaing mettait pourtant l'accent sur l'urgence qui s'attache à la mise en œuvre d'une nouvelle politique de décentralisation et de pouvoirs des communes.

Aujourd'hui, l'Etat interroge les maires, mais c'est en réalité les maires qui questionnent l'Etat pour lui demander pourquoi il prend la lourde responsabilité de désemparer, une fois de plus, par cette manœuvre dilatoire, leurs espérances.

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires

Pays de la Loire

La Vendée n'a pas attendu pour créer l'usine dans le bocage

PERTURBES par les bouleversements d'une société urbaine qui a brisé leur cadre de vie, ils cherchent dans l'entreprise la chaleur et le soutien d'une communauté humaine... à réajuster leur vie. François Ceyras, président du Conseil national du patronat français. A ce propos, on peut citer l'exemple de l'industrie vendéenne. Parmi les départements français, la Vendée est sans doute celui dont l'industrie est la plus jeune, puisque la moitié des emplois actuels ont moins de vingt ans d'âge et que le tiers ont été créés depuis moins de six ans.

La permanence du secteur agricole a depuis 1950 donné naissance à un style de développement économique particulier, surnommé « l'exemple vendéen », qui est intéressant d'examiner au regard de cette entreprise à visage humain, souvent rêvée à Paris ou dans les villes importantes. Alors que l'ensemble des départements français subissent une forte concentration urbaine, la Vendée est restée profondément rurale. Certes, elle a cessé d'être un département agricole (la population « paysanne » est passée de 58,5 % en 1954 à seulement 23 % en 1975), mais les soixante-huit mille personnes qui ont dû s'orienter vers l'industrie et les services ont concentré autour d'eux un environnement qui n'a guère subi de transformations importantes.

Pour le démarrage du développement industriel, vers 1955, l'industrie est venue des Vendéens. Actuellement, encore près de 80 % des industriels sont d'origine locale. Dans le contexte économique français, la Vendée a eu un comportement original, dont la manifestation la plus importante est une industrialisation éparse et rurale. La division du travail, le mode de gestion et les rapports entre patrons et employés sont calqués sur son passé artisanal récent.

Il faut noter que plus de 90 % des industries vendéennes em-

ploient moins de dix salariés. Cette industrie, liée à la terre par ses origines, s'est assez largement répartie sur le territoire vendéen, même si le Nord-Est s'est mieux développé que le Sud. Cette absence quasi totale de grosses unités — seules deux entreprises dépassent les mille salariés, Fleury-Michon, à Pouzauges, et Eswein, à La Roche-sur-Yon — tient à la dispersion de l'habitat et à l'absence d'agglomération urbaine importante, puisque le chef-lieu vient seulement de dépasser les 40 000 habitants et que la Vendée possède une population (460 000) inférieure à celle de Nantes et de sa banlieue.

« On n'arrive pas à déplacer les gens à plus de 15 kilomètres de chez eux », indique un responsable de la chambre de commerce, et les implantations industrielles doivent tenir compte de ces volontés tenaces. Même si se développe ces dernières années une concentration vers les pôles urbains (La Roche-sur-Yon, Fontenay-le-Comte, Les Sables-d'Olonne), le nord-est du département — le bocage — constitue toujours un exemple d'industrialisation réussie en milieu rural.

Parler d'usine à la campagne n'est plus un slogan, mais une réalité venue tous les jours par des milliers de salariés.

Dans le calme on travaille mieux

Aussi pouvait-on lire dernièrement dans un éditorial consacré à la Vendée, un département typiquement rural, stabilisé grâce à l'industrialisation, cet éditorial : « En évitant les fortes concentrations urbaines et industrielles, en laissant les travailleurs vivre dans leur milieu d'origine, en maintenant un contrôle autochtone sur l'économie locale, la Vendée a prouvé qu'une croissance équilibrée par une dispersion des petites entreprises dans le monde rural est encore possible. Elle évite les inconvénients de l'exode, du déracinement de la population, de l'éloignement des centres de décision. »

Un exemple, entre autres, illustre bien cette industrialisation « à la vendéenne », celui de Saint-Philbert-de-Bouaine, petite commune aux portes de la Loire-Atlantique. En 1973, M. Gérard Fiat, un Vendéen, décide de mettre « l'électronique aux champs », persuadé que, « dans le calme, on travaille mieux ». Résultat : la création de la société Tronico (matériel électronique en sous-traitance), qui fait vivre actuelle-

ment soixante-dix personnes, avec cette originalité : les actionnaires sont à 50 % les habitants de la commune, à 30 % les salariés et à 20 % le F.I.R.G. Un exemple à suivre pour de nombreuses communes qui, afin d'attirer des industries nouvelles, pourraient, en partie, financer elles-mêmes l'opération.

Autre cas type, celui de la construction, il y a une dizaine d'années, d'une usine dessinée par le peintre Mathieu à Fontenay-le-Comte et qui constitue toujours une référence dans le genre. Ces réalisations n'ont été rendues possibles que grâce aux initiatives individuelles locales et au dynamisme des artisans vendéens, qui ont fait passer leurs ateliers au stade industriel. Dans le même temps, de larges couches de la population agricole se sont adaptées aux nouvelles exigences du progrès industriel, sans perdre pour la plupart, cette qualité de vie qui fait de la Vendée le deuxième département français d'accueil touristique.

Les usines sont éparpillées entre la mer, les minces collines et la plaine vendéenne. Même si les salaires sont en retard (les plus faibles des pays de la Loire), on trouve encore des gens pour dire qu'on « vit mieux qu'à Paris », façon comme une autre d'intégrer la qualité de la vie au niveau des revenus.

La première génération des pionniers de la petite industrie laisse toutefois la place petit à petit à celle des managers formés à une autre école et qui ne voient plus les choses de la même façon. Alors que la crise, comme partout ailleurs, touche les différents secteurs, notamment l'habilement et la chaussure, qui subissent de profondes transformations, on se demande si la Vendée saura relever le défi de cette seconde génération industrielle. L'heure des concentrations approche donc. Et pourtant, beaucoup sont encore persuadés en Vendée que les années à venir permettront de concilier art de vivre et développement industriel, à cause du caractère propre du département. Un optimisme raisonné à en croire deux jeunes chercheurs de l'ARREAR (Atelier régional d'études économiques et d'aménagement rural), qui déclarent : « Bien des débats sur l'outillage, les formes du pouvoir, la société consumériste, qui pourraient adopter, que presque partout en France, pourraient trouver en Vendée un terrain économique et social d'élection, pour peu que les acquis de la première décennie soient préservés ».

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

DES FEMMES AUX AVANT-POSTES

Marseille. — Le conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur a été le premier — et demeure le seul — à avoir mis en place depuis deux ans une délégation à la condition féminine. M. Gaston Deffore, son président, en avait confié la responsabilité à Mme Jeanne Mazel, qui animait déjà sur le plan communal le CODIF (Centre d'orientation, de documentation et d'information féminine) créé à Marseille en octobre 1974.

Afin de se doter de moyens d'action et d'un support juridique, la délégation créait aussi-

Faire un diagnostic

La première tâche du groupement, qui veut inciter les femmes à participer plus activement à la vie locale, a été de faire un diagnostic. Un questionnaire a été élaboré en collaboration avec les associations. Des réponses quatre grandes préoccupations ont été dégagées et concernant l'emploi, les problèmes spécifiques des femmes rurales et ceux des femmes immigrées, la participation des femmes à la vie politique.

Pour l'emploi on s'est aperçu qu'en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, et par rapport à la moyenne nationale, le taux d'emploi des femmes est plus faible dans l'agriculture (6,2 % au lieu de 10), dans l'industrie (17 % au lieu de 26) et plus forte dans le tertiaire (77 % au lieu de 50). D'une façon générale le taux d'emploi féminin est plus faible au niveau régional (30 %) qu'au niveau national (39 %).

Quant à la participation des femmes à la vie politique elle reste faible, puisque dans la région il n'y a aucune femme

tôt une association. Loi de 1901, le Groupement régional pour l'action et l'information des femmes disposant d'un budget de fonctionnement de 230 000 francs. Le groupement a aussi organisé une exposition itinérante d'information et de documentation sur le thème « femmes, emploi et formation » et qui est mise gratuitement à la disposition des associations. Il a créé des groupes de travail sur les centres destinés à la petite enfance et les difficultés que soulève l'éducation des filles.

Un film vidéo, de trente minutes, groupant des témoignages et intitulé « Des vies de femmes » va être diffusé à la fin novembre.

Le vœu principal des responsables du groupement reste d'obtenir des six conseillers généraux la création de postes de déléguées départementales, ce qui permettrait de créer autant de relais pour suivre de plus près dans sa diversité l'évolution de la condition féminine.

JEAN CONTRUCCI.

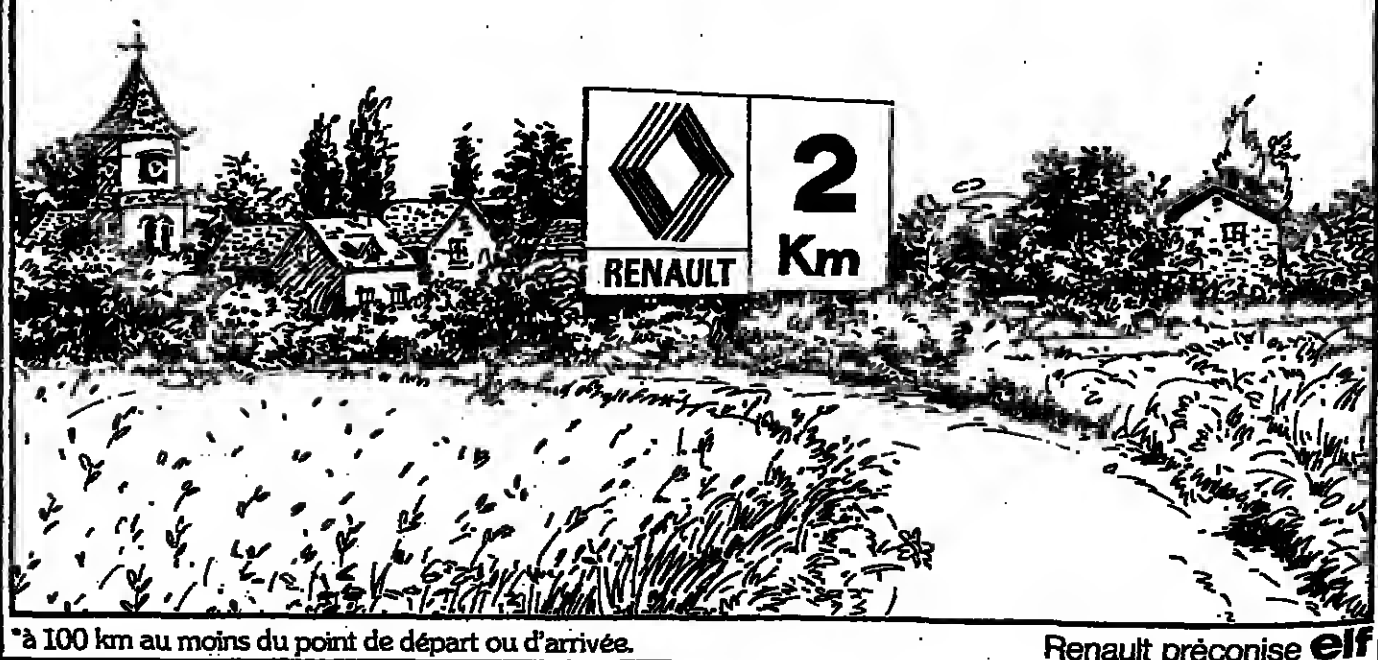
La Garantie Renault voyage toujours avec vous.

La nouvelle garantie Renault est plus qu'une simple « garantie d'un an ». Car elle prend en charge sans limitation de kilométrage le renouvellement des pièces, la main-d'œuvre, le dépannage et le remorquage, mais aussi, s'il le faut, vos nuits d'hôtel ou frais de transport.

Son nom ? La Garantie Losange. Car elle est à votre disposition en France et en Europe, dans les points Renault signalés d'un losange. Décidément les losanges sont de bons points de repère.

Ne les perdez pas de vue.

Un Losange tous les 15 km environ, c'est rassurant.



* à 100 km au moins du point de départ ou d'arrivée.

Renault préconise elf

هكذا من الأصل

CONJONCTURE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

M. Bergeron (F.O.) : le gouvernement est en passe d'échouer

M. André Bergeron, secrétaire général de la Force ouvrière, qui doit être reçu vendredi 4 novembre par M. Raymond Barre, a estimé, dans une interview accordée lundi 31 octobre à l'A.F.P., que le gouvernement était « en passe d'échouer » dans sa lutte contre l'inflation. « Le dérapage des prix alimentaires, a-t-il indiqué, n'est pas la seule raison de l'inflation. Les imperfections dans les circuits de distribution sont aussi responsables dans une large mesure. Je pourrais renvoyer la balle à M. Barre en disant qu'on ne peut contester un sérieux ralentissement de la hausse des salaires. Mais on ne peut pas en dire autant de l'inflation. Donc, la part des salaires dans le phénomène n'est pas aussi importante qu'on a bien voulu le faire croire. »

EMPLOI

A Draguignan

Quarante camionneurs, membres de la C.G.T., manifestent en faveur de leur patron incarcéré

De notre correspondant

Draguignan. — Pendant plus de huit heures, Draguignan, qui déjà a vécu de nombreux événements lors du transfert de la préfecture à Toulon, a connu, vendredi 28 octobre, la colère d'une quarantaine de camionneurs, lesquels, au volant de leur véhicule, ont paralysé toutes les artères de la ville. Pourquoi cette manifestation spontanée à l'appel de la délégation de la C.G.T. de l'entreprise Garrassin de Toulon (Var), l'une des plus importantes sur le plan des transports d'agréments et matériaux de carrière dans le Var et dans trois autres départements puisqu'elle emploie quelque cinq cents personnes ? Tout d'abord, pour protester contre l'emprisonnement à la maison d'arrêt de Draguignan du président-directeur général de l'entreprise, condamné à cinq jours de prison pour diverses infractions au code de la coordination des transports (pneus lisses, surcharges, défaut de carnet de bord).

Accompagné de son avocat, M. Sébaste, du barreau de Draguignan, M. Maurice Garrassin, en exécution d'un arrêt de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, s'est présenté à la prison.

Le délégué C.G.T. de l'entreprise, M. Olivier, trouvant cette incarcération arbitraire, décida le « blocus » de la ville de Draguignan.

« Si nous sommes arrivés à critiquer parfois la direction, déclarait M. Olivier, nous reconnaissons également qu'elle a tout mis en œuvre pour maintenir nos emplois et assurer des salaires décent à ses employés. »

L'avocat de M. Garrassin, devant cette attitude, obtint de M. Guy Roman, juge chargé de l'application des peines à Draguignan, le bénéfice d'un régime de semi-liberté, mesure qui aurait satisfait les deux parties. Cette demande d'obtention par l'agréement du parquet général, que dirige M. Marcel Guilbot, le refus lui fut communiqué, d'où la riposte des camionneurs. S'ensuivit ensuite toute une série de négociations entre la municipalité de Draguignan (P.S.) et le sous-préfet, M. Sevellec. Le sous-préfet, s'estimant incompétent, renvoyait M. Alain Hauteceur, député suppléant, et le Dr André Gayraud (P.S.), conseiller général de Draguignan, devant le procureur de la République d'Aix-en-Provence, qui déclarait un pouvoir résoudre cette affaire.

SUISSE

VILLARS-SUR-OLON altitude 1.300 m

A VENDRE

dans domaine privé avec environnement protégé

APPARTEMENTS DE LUXE

CHALET TYPIQUES de 5 à 10 appart. seulement

VUE PANORAMIQUE

Directement du constructeur

IMMOBILIERE DE VILLARS S

CH-1884 VILLARS-S-OLON

Tél. 25/31039 et 32206

Le libre flottement de la livre souligne la volonté du gouvernement britannique de poursuivre la lutte contre l'inflation

De notre correspondant

Londres. — La décision du chancelier Healey de laisser la livre sterling évoluer librement sur les marchés des changes provoque des remous dans les milieux politiques et financiers. M. Healey a, en effet, pris sa décision au cours du dernier week-end sur les conseils, voire même les pressions du Trésor et du gouvernement de la Banque d'Angleterre, après avoir consulté seulement un nombre limité de ministres. Il ne s'agit pas d'une décision collective du cabinet, qui n'a pas discuté cette nouvelle politique de non-intervention. Celle-ci a été en tout cas accueillie favorablement par M. Hattersley, le ministre chargé des prix, selon qui, la hausse de la livre, si elle se maintient à 3,5 %, provoquera une réduction des prix de 1 % au cours des neuf prochains mois.

Les déclarations qu'il avait faites aux Communes, mercredi dernier, pour présenter le « mini-budget », M. Healey avait encore exprimé son souhait de maintenir un taux de change stable. Apparemment, la décision lui a été imposée par la persistance d'un afflux massif de devises étrangères, menaçant d'augmenter la masse monétaire au-delà de la limite comprise entre 9 % et 13 % fixée en décembre dernier. C'était là une des conditions qu'avait exigées le Fonds monétaire international pour accorder à la Grande-Bretagne un prêt de 3,9 milliards de dollars, le plus considérable qu'elle ait jamais obtenu.

Les soucis des exportateurs

Les milieux financiers constatent ainsi que, après avoir exclu un relâchement sensible des contrôles sur les changes, le gouvernement a été contraint de changer d'attitude. Mais la politique de non-intervention, disent-ils, contredit les objectifs recherchés par les milieux officiels qui étaient essentiellement préoccupés de la réévaluation de la livre sur les marchés de Londres, de maintenir la capacité concurrentielle du Royaume-Uni et d'un taux de change stable. Pour les partisans de la prudence, il aurait fallu maintenir la livre au-dessous de 1,80 pour le dollar, le taux préféré étant de 1,75. Mais, à peine installés à Londres, le livre pourrait bien monter jusqu'à 1,90 et peut-être 1,95 ; certains disent, jusqu'à 2 dollars d'ici à la fin.

La décision a fait l'objet de commentaires défavorables de la part de plusieurs députés de la gauche travailliste, dénonçant l'influence des milieux financiers et des spéculateurs. Ils estiment que les effets bénéfiques sur le taux d'inflation seront plus que compensés par les conséquences néfastes de la décision sur les industries avec, pour consé-

quence, une hausse du chômage et une réduction du niveau de vie.

Du côté conservateur, au contraire, on se félicite de l'évolution de la politique du gouvernement dans le sens recommandé par l'opposition. Sir Geoffrey Howe, chancelier du cabinet fantôme, a déclaré que le changement de politique du gouvernement, conformément aux avis que nous lui avons donnés, fait ressortir la nécessité d'un relâchement plus substantiel du contrôle des changes, afin d'augmenter les investissements à l'étranger.

Une note de prudence a été donnée par M. Maudling, ancien chancelier de l'Échiquier, qui, s'appuyant sur l'expérience, a rappelé que l'afflux des capitaux flottants pouvait s'arrêter d'un jour à l'autre et le mouvement se renverser.

Dans son éditorial, le Times estime qu'il est impossible de résister indéfiniment aux forces du marché et que la réévaluation de la livre est le fondement d'une amélioration du niveau de vie des Britanniques, comme elle est

la conséquence des bienfaits du pétrole de la mer du Nord. Le Times, cependant, se prononce en faveur d'un relâchement plus marqué des contrôles sur les changes. D'abord parce que « nous devons employer les bénéfices de notre position financière internationale pour investir avec profit à l'étranger et dissuader la tendance à la hausse de la livre à l'intérieur. » Il conclut : « Si la tendance à la hausse persiste fortement, le gouvernement devra reconsidérer sa décision de ne pas procéder à un assouplissement important du contrôle des changes. »

HENRI PIERRE

● ERRATUM. — Une coquille s'est glissée dans l'article paru dans le Monde du 1^{er} novembre, page 34, sous le titre : « La Banque d'Angleterre cesse de freiner la hausse du sterling ». Au début du dernier paragraphe, il fallait lire : « Il en était résulté, étant donné l'affaiblissement de la devise britannique... » (et non pas « elle manœuvre » comme il a été imprimé par erreur).

Le communiqué de la Trésorerie britannique

Voici le texte in extenso du communiqué publié le lundi 31 octobre par la Trésorerie britannique (et dont nous avons donné des extraits dans nos éditions datées du 1^{er} novembre) pour expliquer la décision prise par le gouvernement de Londres de faire cesser les interventions de la Banque d'Angleterre sur les marchés des changes.

« Le gouvernement pense que la stabilité générale de la valeur extérieure du sterling est bénéfique à l'économie et a été généralement bien accueillie. »

« Jusqu'au mois de juillet, cette stabilité a signifié un pratique un taux de change stable du sterling par rapport au dollar américain mais, du fait qu'au milieu de l'été le dollar américain a commencé à baisser, nous avons dû nous adapter à une situation nouvelle. »

« Le gouvernement pense que la stabilité générale de la valeur extérieure du sterling est bénéfique à l'économie et a été généralement bien accueillie. »

« Le gouvernement pense que la stabilité générale de la valeur extérieure du sterling est bénéfique à l'économie et a été généralement bien accueillie. »

MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES

La baisse se poursuit

La baisse, qui débutait amorcée à l'annonce du libre flottement de la livre, s'est poursuivie mardi, l'indice du Financial Times retombait au-dessous de 300 : les investisseurs craignent que la hausse de la monnaie anglaise ne gêne leurs exportations. Repère 280 à 10h, 281 à 11h, 282 à 12h, 283 à 13h, 284 à 14h, 285 à 15h, 286 à 16h, 287 à 17h, 288 à 18h, 289 à 19h, 290 à 20h, 291 à 21h, 292 à 22h, 293 à 23h, 294 à 24h, 295 à 1h, 296 à 2h, 297 à 3h, 298 à 4h, 299 à 5h, 300 à 6h, 301 à 7h, 302 à 8h, 303 à 9h, 304 à 10h, 305 à 11h, 306 à 12h, 307 à 13h, 308 à 14h, 309 à 15h, 310 à 16h, 311 à 17h, 312 à 18h, 313 à 19h, 314 à 20h, 315 à 21h, 316 à 22h, 317 à 23h, 318 à 24h, 319 à 1h, 320 à 2h, 321 à 3h, 322 à 4h, 323 à 5h, 324 à 6h, 325 à 7h, 326 à 8h, 327 à 9h, 328 à 10h, 329 à 11h, 330 à 12h, 331 à 13h, 332 à 14h, 333 à 15h, 334 à 16h, 335 à 17h, 336 à 18h, 337 à 19h, 338 à 20h, 339 à 21h, 340 à 22h, 341 à 23h, 342 à 24h, 343 à 1h, 344 à 2h, 345 à 3h, 346 à 4h, 347 à 5h, 348 à 6h, 349 à 7h, 350 à 8h, 351 à 9h, 352 à 10h, 353 à 11h, 354 à 12h, 355 à 13h, 356 à 14h, 357 à 15h, 358 à 16h, 359 à 17h, 360 à 18h, 361 à 19h, 362 à 20h, 363 à 21h, 364 à 22h, 365 à 23h, 366 à 24h, 367 à 1h, 368 à 2h, 369 à 3h, 370 à 4h, 371 à 5h, 372 à 6h, 373 à 7h, 374 à 8h, 375 à 9h, 376 à 10h, 377 à 11h, 378 à 12h, 379 à 13h, 380 à 14h, 381 à 15h, 382 à 16h, 383 à 17h, 384 à 18h, 385 à 19h, 386 à 20h, 387 à 21h, 388 à 22h, 389 à 23h, 390 à 24h, 391 à 1h, 392 à 2h, 393 à 3h, 394 à 4h, 395 à 5h, 396 à 6h, 397 à 7h, 398 à 8h, 399 à 9h, 400 à 10h, 401 à 11h, 402 à 12h, 403 à 13h, 404 à 14h, 405 à 15h, 406 à 16h, 407 à 17h, 408 à 18h, 409 à 19h, 410 à 20h, 411 à 21h, 412 à 22h, 413 à 23h, 414 à 24h, 415 à 1h, 416 à 2h, 417 à 3h, 418 à 4h, 419 à 5h, 420 à 6h, 421 à 7h, 422 à 8h, 423 à 9h, 424 à 10h, 425 à 11h, 426 à 12h, 427 à 13h, 428 à 14h, 429 à 15h, 430 à 16h, 431 à 17h, 432 à 18h, 433 à 19h, 434 à 20h, 435 à 21h, 436 à 22h, 437 à 23h, 438 à 24h, 439 à 1h, 440 à 2h, 441 à 3h, 442 à 4h, 443 à 5h, 444 à 6h, 445 à 7h, 446 à 8h, 447 à 9h, 448 à 10h, 449 à 11h, 450 à 12h, 451 à 13h, 452 à 14h, 453 à 15h, 454 à 16h, 455 à 17h, 456 à 18h, 457 à 19h, 458 à 20h, 459 à 21h, 460 à 22h, 461 à 23h, 462 à 24h, 463 à 1h, 464 à 2h, 465 à 3h, 466 à 4h, 467 à 5h, 468 à 6h, 469 à 7h, 470 à 8h, 471 à 9h, 472 à 10h, 473 à 11h, 474 à 12h, 475 à 13h, 476 à 14h, 477 à 15h, 478 à 16h, 479 à 17h, 480 à 18h, 481 à 19h, 482 à 20h, 483 à 21h, 484 à 22h, 485 à 23h, 486 à 24h, 487 à 1h, 488 à 2h, 489 à 3h, 490 à 4h, 491 à 5h, 492 à 6h, 493 à 7h, 494 à 8h, 495 à 9h, 496 à 10h, 497 à 11h, 498 à 12h, 499 à 13h, 500 à 14h, 501 à 15h, 502 à 16h, 503 à 17h, 504 à 18h, 505 à 19h, 506 à 20h, 507 à 21h, 508 à 22h, 509 à 23h, 510 à 24h, 511 à 1h, 512 à 2h, 513 à 3h, 514 à 4h, 515 à 5h, 516 à 6h, 517 à 7h, 518 à 8h, 519 à 9h, 520 à 10h, 521 à 11h, 522 à 12h, 523 à 13h, 524 à 14h, 525 à 15h, 526 à 16h, 527 à 17h, 528 à 18h, 529 à 19h, 530 à 20h, 531 à 21h, 532 à 22h, 533 à 23h, 534 à 24h, 535 à 1h, 536 à 2h, 537 à 3h, 538 à 4h, 539 à 5h, 540 à 6h, 541 à 7h, 542 à 8h, 543 à 9h, 544 à 10h, 545 à 11h, 546 à 12h, 547 à 13h, 548 à 14h, 549 à 15h, 550 à 16h, 551 à 17h, 552 à 18h, 553 à 19h, 554 à 20h, 555 à 21h, 556 à 22h, 557 à 23h, 558 à 24h, 559 à 1h, 560 à 2h, 561 à 3h, 562 à 4h, 563 à 5h, 564 à 6h, 565 à 7h, 566 à 8h, 567 à 9h, 568 à 10h, 569 à 11h, 570 à 12h, 571 à 13h, 572 à 14h, 573 à 15h, 574 à 16h, 575 à 17h, 576 à 18h, 577 à 19h, 578 à 20h, 579 à 21h, 580 à 22h, 581 à 23h, 582 à 24h, 583 à 1h, 584 à 2h, 585 à 3h, 586 à 4h, 587 à 5h, 588 à 6h, 589 à 7h, 590 à 8h, 591 à 9h, 592 à 10h, 593 à 11h, 594 à 12h, 595 à 13h, 596 à 14h, 597 à 15h, 598 à 16h, 599 à 17h, 600 à 18h, 601 à 19h, 602 à 20h, 603 à 21h, 604 à 22h, 605 à 23h, 606 à 24h, 607 à 1h, 608 à 2h, 609 à 3h, 610 à 4h, 611 à 5h, 612 à 6h, 613 à 7h, 614 à 8h, 615 à 9h, 616 à 10h, 617 à 11h, 618 à 12h, 619 à 13h, 620 à 14h, 621 à 15h, 622 à 16h, 623 à 17h, 624 à 18h, 625 à 19h, 626 à 20h, 627 à 21h, 628 à 22h, 629 à 23h, 630 à 24h, 631 à 1h, 632 à 2h, 633 à 3h, 634 à 4h, 635 à 5h, 636 à 6h, 637 à 7h, 638 à 8h, 639 à 9h, 640 à 10h, 641 à 11h, 642 à 12h, 643 à 13h, 644 à 14h, 645 à 15h, 646 à 16h, 647 à 17h, 648 à 18h, 649 à 19h, 650 à 20h, 651 à 21h, 652 à 22h, 653 à 23h, 654 à 24h, 655 à 1h, 656 à 2h, 657 à 3h, 658 à 4h, 659 à 5h, 660 à 6h, 661 à 7h, 662 à 8h, 663 à 9h, 664 à 10h, 665 à 11h, 666 à 12h, 667 à 13h, 668 à 14h, 669 à 15h, 670 à 16h, 671 à 17h, 672 à 18h, 673 à 19h, 674 à 20h, 675 à 21h, 676 à 22h, 677 à 23h, 678 à 24h, 679 à 1h, 680 à 2h, 681 à 3h, 682 à 4h, 683 à 5h, 684 à 6h, 685 à 7h, 686 à 8h, 687 à 9h, 688 à 10h, 689 à 11h, 690 à 12h, 691 à 13h, 692 à 14h, 693 à 15h, 694 à 16h, 695 à 17h, 696 à 18h, 697 à 19h, 698 à 20h, 699 à 21h, 700 à 22h, 701 à 23h, 702 à 24h, 703 à 1h, 704 à 2h, 705 à 3h, 706 à 4h, 707 à 5h, 708 à 6h, 709 à 7h, 710 à 8h, 711 à 9h, 712 à 10h, 713 à 11h, 714 à 12h, 715 à 13h, 716 à 14h, 717 à 15h, 718 à 16h, 719 à 17h, 720 à 18h, 721 à 19h, 722 à 20h, 723 à 21h, 724 à 22h, 725 à 23h, 726 à 24h, 727 à 1h, 728 à 2h, 729 à 3h, 730 à 4h, 731 à 5h, 732 à 6h, 733 à 7h, 734 à 8h, 735 à 9h, 736 à 10h, 737 à 11h, 738 à 12h, 739 à 13h, 740 à 14h, 741 à 15h, 742 à 16h, 743 à 17h, 744 à 18h, 745 à 19h, 746 à 20h, 747 à 21h, 748 à 22h, 749 à 23h, 750 à 24h, 751 à 1h, 752 à 2h, 753 à 3h, 754 à 4h, 755 à 5h, 756 à 6h, 757 à 7h, 758 à 8h, 759 à 9h, 760 à 10h, 761 à 11h, 762 à 12h, 763 à 13h, 764 à 14h, 765 à 15h, 766 à 16h, 767 à 17h, 768 à 18h, 769 à 19h, 770 à 20h, 771 à 21h, 772 à 22h, 773 à 23h, 774 à 24h, 775 à 1h, 776 à 2h, 777 à 3h, 778 à 4h, 779 à 5h, 780 à 6h, 781 à 7h, 782 à 8h, 783 à 9h, 784 à 10h, 785 à 11h, 786 à 12h, 787 à 13h, 788 à 14h, 789 à 15h, 790 à 16h, 791 à 17h, 792 à 18h, 793 à 19h, 794 à 20h, 795 à 21h, 796 à 22h, 797 à 23h, 798 à 24h, 799 à 1h, 800 à 2h, 801 à 3h, 802 à 4h, 803 à 5h, 804 à 6h, 805 à 7h, 806 à 8h, 807 à 9h, 808 à 10h, 809 à 11h, 810 à 12h, 811 à 13h, 812 à 14h, 813 à 15h, 814 à 16h, 815 à 17h, 816 à 18h, 817 à 19h, 818 à 20h, 819 à 21h, 820 à 22h, 821 à 23h, 822 à 24h, 823 à 1h, 824 à 2h, 825 à 3h, 826 à 4h, 827 à 5h, 828 à 6h, 829 à 7h, 830 à 8h, 831 à 9h, 832 à 10h, 833 à 11h, 834 à 12h, 835 à 13h, 836 à 14h, 837 à 15h, 838 à 16h, 839 à 17h, 840 à 18h, 841 à 19h, 842 à 20h, 843 à 21h, 844 à 22h, 845 à 23h, 846 à 24h, 847 à 1h, 848 à 2h, 849 à 3h, 850 à 4h, 851 à 5h, 852 à 6h, 853 à 7h, 854 à 8h, 855 à 9h, 856 à 10h, 857 à 11h, 858 à 12h, 859 à 13h, 860 à 14h, 861 à 15h, 862 à 16h, 863 à 17h, 864 à 18h, 865 à 19h, 866 à 20h, 867 à 21h, 868 à 22h, 869 à 23h, 870 à 24h, 871 à 1h, 872 à 2h, 873 à 3h, 874 à 4h, 875 à 5h, 876 à 6h, 877 à 7h, 878 à 8h, 879 à 9h, 880 à 10h, 881 à 11h, 882 à 12h, 883 à 13h, 884 à 14h, 885 à 15h, 886 à 16h, 887 à 17h, 888 à 18h, 889 à 19h, 890 à 20h, 891 à 21h, 892 à 22h, 893 à 23h, 894 à 24h, 895 à 1h, 896 à 2h, 897 à 3h, 898 à 4h, 899 à 5h, 900 à 6h, 901 à 7h, 902 à 8h, 903 à 9h, 904 à 10h, 905 à 11h, 906 à 12h, 907 à 13h, 908 à 14h, 909 à 15h, 910 à 16h, 911 à 17h, 912 à 18h, 913 à 19h, 914 à 20h, 915 à 21h, 916 à 22h, 917 à 23h, 918 à 24h, 919 à 1h, 920 à 2h, 921 à 3h, 922 à 4h, 923 à 5h, 924 à 6h, 925 à 7h, 926 à 8h, 927 à 9h, 928 à 10h, 929 à 11h, 930 à 12h, 931 à 13h, 932 à 14h, 933 à 15h, 934 à 16h, 935 à 17h, 936 à 18h, 937 à 19h, 938 à 20h, 939 à 21h, 940 à 22h, 941 à 23h, 942 à 24h, 943 à 1h, 944 à 2h, 945 à 3h, 946 à 4h, 947 à 5h, 948 à 6h, 949 à 7h, 950 à 8h, 951 à 9h, 952 à 10h, 953 à 11h, 954 à 12h, 955 à 13h, 956 à 14h, 957 à 15h, 958 à 16h, 959 à 17h, 960 à 18h, 961 à 19h, 962 à 20h, 963 à 21h, 964 à 22h, 965 à 23h, 966 à 24h, 967 à 1h, 968 à 2h, 969 à 3h, 970 à 4h, 971 à 5h, 972 à 6h, 973 à 7h, 974 à 8h, 975 à 9h, 976 à 10h, 977 à 11h, 978 à 12h, 979 à 13h, 980 à 14h, 981 à 15h, 982 à 16h, 983 à 17h, 984 à 18h, 985 à 19h, 986 à 20h, 987 à 21h, 988 à 22h, 989 à 23h, 990 à 24h, 991 à 1h, 992 à 2h, 993 à 3h, 994 à 4h, 995 à 5h, 996 à 6h, 997 à 7h, 998 à 8h, 999 à 9h, 1000 à 10h, 1001 à 11h, 1002 à 12h, 1003 à 13h, 1004 à 14h, 1005 à 15h, 1006 à 16h, 1007 à 17h, 1008 à 18h, 1009 à 19h, 1010 à 20h, 1011 à 21h, 1012 à 22h, 1013 à 23h, 1014 à 24h, 1015 à 1h, 1016 à 2h, 1017 à 3h, 1018 à 4h, 1019 à 5h, 1020 à 6h, 1021 à 7h, 1022 à 8h, 1023 à 9h, 1024 à 10h, 1025 à 11h, 1026 à 12h, 1027 à 13h, 1028 à 14h, 1029 à 15h, 1030 à 16h, 1031 à 17h, 1032 à 18h, 1033 à 19h, 1034 à 20h, 1035 à 21h, 1036 à 22h, 1037 à 23h, 1038 à 24h, 1039 à 1h, 1040 à 2h, 1041 à 3h, 1042 à 4h, 1043 à 5h, 1044 à 6h, 1045 à 7h, 1046 à 8h, 1047 à 9h, 1048 à 10h, 1049 à 11h, 1050 à 12h, 1051 à 13h, 1052 à 14h, 1053 à 15h, 1054 à 16h, 1055 à 17h, 1056 à 18h, 1057 à 19h, 1058 à 20h, 1059 à 21h, 1060 à 22h, 1061 à 23h, 1062 à 24h, 1063 à 1h, 1064 à 2h, 1065 à 3h, 1066 à 4h, 1067 à 5h, 1068 à 6h, 1069 à 7h, 1070 à 8h, 1071 à 9h, 1072 à 10h, 1073 à 11h, 1074 à 12h, 1075 à 13h, 1076 à 14h, 1077 à 15h, 1078 à 16h, 1079 à 17h, 1080 à 18h, 1081 à 19h, 1082 à 20h, 1083 à 21h, 1084 à 22h, 1085 à 23h, 1086 à 24h, 1087 à 1h, 1088 à 2h, 1089 à 3h, 1090 à 4h, 1091 à 5h, 1092 à 6h, 1093 à 7h, 1094 à 8h, 1095 à 9h, 1096 à 10h, 1097 à 11h, 1098 à 12h, 1099 à 13h, 1100 à 14h, 1101 à 15h, 1102 à 16h, 1103 à 17h, 1104 à 18h, 1105 à 19h, 1106 à 20h, 1107 à 21h, 1108 à 22h, 1109 à 23h, 1110 à 24h, 1111 à 1h, 1112 à 2h, 1113 à 3h, 1114 à 4h, 1115 à 5h, 1116 à 6h, 1117 à 7h, 1118 à 8h, 1119 à 9h, 1120 à 10h, 1121 à 11h, 1122 à 12h, 1123 à 13h, 1124 à 14h, 1125 à 15h, 1126 à 16h, 1127 à 17h, 1128 à 18h, 1129 à 19h, 1130 à 20h, 1131 à 21h, 1132 à 22h, 1133 à 23h, 1134 à 24h, 1135 à 1h, 1136 à 2h, 1137 à 3h, 1138 à 4h, 1139 à 5h, 1140 à 6h, 1141 à 7h, 1142 à 8h, 1143 à 9h, 1144 à 10h, 1145 à 11h, 1146 à 12h, 1147 à 13h, 1148 à 14h, 1149 à

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **IBES** — « Approcher la mort », par Steno Rangier.
3. **ETRAANGER** — Les crises et les conflits en Afrique.
- 4-5. **AMERIQUE** — COLOMBIE : les syndicats accusent le gouvernement de vouloir dénationaliser l'industrie pétrolière.
6. **ASIE** — PHILIPPINES : le président Marcos entend donner une nouvelle « légitimité » à son régime.
7. **DIPLOMATIE** — Le président de la Banque Interaméricaine de développement en visite officielle à Paris.
- 8-9. **EUROPE** — Le terrorisme en R.F.A. et l'offensive Klonz Croissant.
10. **LIBRES OPINIONS** — La pire des manières de faire l'Europe, par Gilles Deleuze et Félix Guattari.
11. **POLITIQUE** — LA PRÉPARATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES : l'éventualité d'une victoire de la majorité divine des écologistes.
12. **SOCIÉTÉ ET CULTURE** — La congrès national des socialistes.
13. **SPORTS** — La Journée des femmes noires.
14. **SPORTS** — Les municipalités de gauche et l'école privée.

LE MONDE DE LA MÉDECINE
PAGES 9 A 11
— L'épidémiologie : De la cause des maladies aux effets des traitements.
— Point de vue : « Le psychiatre et l'exclusion du foie », par le docteur Charles Brimont.

11. SCIENCES
12-14. ARTS ET SPECTACLES
— EXPOSITIONS : l'architecture pendant le fascisme italien.
— POINT DE VUE : « Le théâtre et la culture », par Brigitte Gros.

15. ÉQUIPEMENT
CONSTRUCTION NAVALE : les Chantiers de La Ciotat prennent le contrôle du groupe Terin.
TRANSPORTS : la nouvelle société de la Sabena.

16. LES RÉGIONS
POINT DE VUE : « Ce sont les mœurs qui questionnent l'Etat », par Brigitte Gros.

17. ÉCONOMIE-SOCIAL
— A L'ÉTRANGER : après la décision de la Banque d'Angleterre de laisser flotter la livre.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (15)
Aujourd'hui (15) : Carrière (15) ; Journal officiel (15) ; Médérolgia (15) ; Météo (15) ; Bourse (17).

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} novembre 1977 a été tiré à 495 396 exemplaires.

FABRICANT CRÉATEUR
ARTICLES CADEAUX
BIJOUX OR
AU POIDS
PRIX PAR QUANTITÉS
MADAME Paris - Tél. 770-44-06
1, rue Anjalier - 75009 PARIS
(premier étage)

WEEK-END NICE
A PARTIR
DE 530 F
PAR AVION
Consultez votre agent de voyages

WEEK-ENDS
YOUR
Cor. LUCIO A

A B C D E F G

En Suède

Le gouvernement lève le blocage des prix

De notre correspondant

Stockholm. — Le gouvernement suédois a décidé de lever le blocage des prix à compter de ce mardi 1^{er} novembre. Celui-ci avait été imposé fin août, au lendemain de la dévaluation de 10 % de la couronne. Néanmoins, le gel des prix sera maintenu, comme depuis un an, pour les produits de base subventionnés, tels que le pain, le beurre, le lait, les fromages.

Le ministre du commerce, M. Staffan Burenstam Linder, a déclaré que le blocage est un instrument qui ne doit être utilisé que temporairement, au risque d'entraîner des effets dévastateurs. Appelant indirectement les syndicats à la modération dans leurs revendications salariales, M. Linder a souligné au Parlement que « les employeurs et les salariés sont responsables de l'augmentation des coûts de revient industriels et de l'évolution des prix. Si l'on ne parvient pas à enrayer celle-ci, il sera imposé de mener une politique de stabilisation ».

Pour éviter une explosion, l'Office des prix et des cartels devra désormais exercer un contrôle strict et veiller à ce que les entreprises ne justifient pas leurs prix en raison des augmentations « prévisibles » de revenus ou d'une baisse du volume de leurs ventes, motif invoqué le plus souvent, surtout dans le commerce de détail, qui a subi les conséquences de la majoration de la TVA, au printemps dernier. En septembre, ses ventes ont encore diminué de plus de 2 % par rapport à 1976.

Dans la loi de finances rectifiée, le ministre de l'économie, M. Gösta Bohman, prévoit pour cette année un taux d'inflation de l'ordre de 12 %, mais les prix des produits de consommation courante ont déjà augmenté de plus de 16 % en neuf mois.

ALAIN DEBOVE.

Nouvelle hausse de la livre

alors que le dollar chute sur toutes les places

Mardi matin, le cours de la livre sterling a encore progressé : il a monté jusqu'à 1,825 dollar pour retomber ensuite aux environs de 1,8075 dollar. Lundi après-midi, à la clôture, il valait 1,805 dollar. Mardi matin, le cours en franc s'établissait à 1,494. Le marché de Paris était fermé.

AN. Au cours de la journée de lundi, la devise britannique était montée jusqu'à 1,8415 dollar pour perdre quelques points par la suite. Quelques chiffres permettront de mesurer le chemin parcouru depuis octobre 1976, quand la Grande-Bretagne se trouvait aux prises avec une très grave crise monétaire et financière. Le point le plus bas avait été touché le jeudi 28 de ce mois-là : la livre sterling avait été cotée à 1,595 dollar. Pour essayer d'enrayer la spéculation à la baisse, la Banque d'Angleterre avait porté, le 6 octobre 1976, son taux d'intérêt (minimum légal) à 15 %.

Alors qu'il n'avait encore jamais atteint jusqu'alors, le taux de la Banque d'Angleterre est maintenant de 5 %.

La décision prise à Londres de baisser pour l'instant l'interdiction de la livre semble avoir eu pour effet d'accentuer sur les autres places la baisse du dollar. A Francfort, celui-ci perdait encore deux points, puisque son cours s'établissait à 2,235 dollar. Les chemises contre 2,235 la veille. Plus encore à Tokyo, l'affaiblissement de la devise américaine pesait sur l'allure d'une nouvelle chute :

Pour raison de santé

Mgr POLGE
QUITTE LE DIOCÈSE D'AVIGNON

Dans une lettre adressée aux chrétiens du diocèse d'Avignon, Mgr Eugène Polge annonce sa démission pour raison de santé. « J'ai voulu quitter le diocèse d'Avignon, dit-il, car mon intention au cours d'une visite faite à Rome cet été, dit-il dans son message. Le souverain pontife m'a fait comprendre que je devais quitter le diocèse d'Avignon pour raison de santé. Je ne puis que me conformer à la décision du pape ».

À l'âge de soixante-quatre ans, Mgr Eugène Polge, évêque d'Avignon depuis juin 1970, est originaire de Bruy-sur-Seine (Nord).

RÉUNIS PAR L'UNESCO A TBILISSI

Les délégués de soixante-quatre pays réclament l'introduction de l'environnement dans l'éducation

De notre envoyé spécial

Tbilissi. — Du 14 au 26 octobre, à Tbilissi (U.R.S.S.), la première conférence internationale sur l'éducation relative à l'environnement. Organisée par l'UNESCO, avec la collaboration du Programme des Nations unies sur l'environnement (PNUF), cette manifestation a réuni dans la capitale de la Géorgie deux cent soixante-quatre délégués de soixante-quatre pays et soixante-cinq représentants d'organisations des Nations unies ou d'associations non gouvernementales. La conférence s'est terminée par la « déclaration de Tbilissi », qui demande aux États-membres de développer l'éducation sur l'environnement.

Cette conférence est un succès. Un tel résultat n'était nullement acquis d'avance.

Les délégués ont été réunis par le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar Mbow, dans son discours de clôture, exprimant la satisfaction de la conférence parvenue, après onze jours de débats, à formuler plus de quarante recommandations. Certes, l'environnement est dans beaucoup de pays un sujet qui devient de moins en moins « à la mode » et de plus en plus une préoccupation dans la conscience des citoyens. Depuis la conférence des Nations unies sur l'environnement humain qui s'est tenue en 1972 à Stockholm l'idée a fait son chemin.

Cette fois, comme le disait un délégué français à l'issue des travaux, « le grand mérite de la conférence est d'avoir posé le problème de l'environnement en termes d'éducation ».

Ainsi bien, la conférence de Tbilissi n'a-t-elle pas exploré et imaginé toutes les voies possibles pour rendre chaque citoyen capable d'un comportement adapté à la sauvegarde et à l'amélioration de l'environnement. Mais elle a

La conciliation

Quant à l'éducation proprement dite, l'un des principes-clés dégagés à Tbilissi est que l'environnement ne doit pas constituer une discipline de plus parmi les autres, mais qu'elle doit s'insérer dans tous les programmes scolaires, en imprégnant toutes les autres matières de l'enseignement. Le délégué de l'Australie raconte ainsi l'histoire de ce maître qui distribua vingt-quatre frises à un seul enfant de six ans et lui expliqua tout à la fois à ses petits élèves l'arithmétique et la notion que les richesses ne sont pas extensibles et doivent être partagées.

L'éducation relative à l'environnement doit aussi s'étendre sur toute la durée de la vie, et non rester confinée aux seuls établissements scolaires. Elle utilisera toutes les occasions (excursions, expositions...), tous les moyens de communication de masse, de manière à persuader chaque homme qu'il dépend de tous, puisque « le monde est un ».

La conférence terminée, comment ces recommandations entreront-elles dans les faits ?

L'UNESCO n'a pas pouvoir d'obliger les États membres à respecter les principes-clés dégagés à Tbilissi. Et beaucoup d'interprétations demeurent possibles d'un même texte. Il n'en reste pas moins que des engagements moraux ont été pris publiquement. Une deuxième conférence sur l'éducation relative à l'environnement a été décidée : l'UNESCO soutiendra des séminaires et sa prochaine conférence générale en novembre 1978 fera le point de l'application des résultats de Tbilissi.

La conférence pouvait-elle aller au-delà ? Certains l'auraient espéré, telle la délégation du Canada dont le chef, M. Yvon Beaulieu, ambassadeur auprès de l'UNESCO, nous déclarait : « J'aurais préféré que l'on dramatise un peu plus, qu'on oppose tous les gouvernements à mobiliser les énergies pour l'éducation à l'environnement en commençant par le Canada et peut-être tous les pays ».

Est-ce à cause de cette prudence que la conférence de Tbilissi n'a pas connu d'orages ? Il apparaît que tous les participants ont volontairement choisi un comportement de conciliation. Le fait que le sol de l'U.R.S.S. ait accueilli pour la première fois une assemblée des Nations unies sans doute pesé dans cette attitude. Paris ne souhaitait déconcerter les Soviétiques sur le chemin de la coopération internationale. A Stockholm, en 1972, la chose de l'U.R.S.S. comme celle des pays de l'Est, était restée vaine. Cinq ans après, ils étaient tous là. Israël aussi, qui pour l'instant n'entreprend pas de relations diplomatiques avec l'Union soviétique.

C'est la Chine, cette fois, qui manquait physiquement au rendez-vous. Tout le monde ou presque à Tbilissi reconnaissait pourtant qu'elle avait eu ses chances à dire au monde sur l'éducation relative à l'environnement.

CHARLES VIAL.

En Israël

LE PARLEMENT A APPROUVÉ LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Nombreux mouvements de grève le 1^{er} novembre.

La nouvelle politique économique annoncée le 28 octobre par le gouvernement israélien (Le Monde daté 30-31 octobre) a été approuvée lundi 31 octobre par le Parlement israélien par 53 voix contre 22 et 2 abstentions. L'annonce des nouvelles mesures — notamment le relâchement de la livre et la suppression du contrôle des changes — a provoqué une « fièvre d'achats » dans les magasins, dimanche et lundi, portant sur l'ensemble sur les produits importés ainsi que sur les produits alimentaires.

Le marché des changes est, en revanche, resté assez calme. Les banques ont offert lundi le dollar à 15,30 livres (contre 10,4 livres avant la suppression du contrôle des changes), soit une dévaluation d'un peu plus de 30 %, comme il était prévu. Le gouvernement de la Banque d'Israël a été salué par la presse devant « la sérénité dont fait preuve le marché des changes ».

La nouvelle politique, qui, selon un sondage cité par le ministre israélien de l'Industrie et du Commerce, est approuvée par 70 % de la population, a provoqué cependant une opposition assez vive des partis de gauche. De nombreux mouvements de grève sont prévus ce mardi 1^{er} novembre dans le pays pour s'opposer au plan qui, selon l'ancien ministre des finances du gouvernement Rabin, provoquera, en 1978, « une augmentation du coût de la vie de plus de 40 % et du chômage ».

HAUT COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE A TAHITI

M. Schmitt trouve la mort dans un accident

M. Charles Schmitt, haut commissaire de la République en Polynésie française, ancien préfet de région, a trouvé la mort mardi 1^{er} novembre dans un accident alors qu'il effectuait une promenade en bateau en compagnie de son épouse sur le lagon qui se trouve en face de sa résidence de week-end à Tahiti.

L'accident s'est produit vers 12 h. 30 (heure locale). M. et Mme Schmitt avaient pris place à bord d'une embarcation légère propulsée par un moteur hors-bord de faible puissance. Ils longeaient les récifs lorsqu'une vague a sauté le moteur. Privée de moyen de manœuvre, l'embarcation a chaviré à proximité de récifs de corail.

Né en 1922 en Moselle, ancien professeur d'allemand et ancien élève de l'E.N.A., M. Schmitt avait occupé divers postes territoriaux dans l'administration préfectorale avant d'être nommé, en 1963, par

M. Roger Frey, alors ministre de l'Intérieur, chef du service d'information des maires et conseiller général. De 1964 à 1966, il est conseiller technique au cabinet de M. Frey, place Beauvau, où il s'occupe plus particulièrement des questions administratives et des projets de réforme. Après avoir été, de septembre 1966 à août 1968, préfet du Territoire de la Guyane, il revient à Tahiti comme directeur adjoint du cabinet du nouveau ministre, M. Raymond Marcellin. En septembre 1971, il est nommé préfet du Doubs et de la région de Franche-Comté. L'intérieur de la place en position hors cadre (Le Monde du 24 octobre 1975). M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale et président du conseil régional de Franche-Comté, a rendu hommage à M. Schmitt.

Nommé, en décembre 1975, gouverneur de la Polynésie française, il s'était installé dans ce territoire alors qu'une grave crise politique locale s'élevait. Après de nombreuses discussions, cette crise avait abouti à la mise en place d'un nouveau statut accordant une large autonomie à la Polynésie. M. Charles Schmitt était officier de la légion d'honneur, titulaire de la médaille militaire et de la croix de guerre.

UNE FEMME PARMI LES CINQ MEMBRES CORRESPONDANTS ÉLUS A L'ACADÉMIE DES SCIENCES

L'Académie des sciences a élu, lundi 31 octobre, cinq membres correspondants, dont une femme, Mme Grunberg-Manago, biologiste à Paris.

Il y a presque un an, l'Académie des sciences élisait Mme André Lwoff et François Jacob, deux prix Nobel de médecine, membres de la section nouvelle créée de biologie moléculaire et cellulaire (Le Monde du 24 novembre 1976). Deux élus, donc, il y avait pourtant trois sièges à pourvoir. Un troisième nom

celui d'une femme — venait, en effet, sur la liste établie par la commission chargée de proposer de nouveaux membres aux suffrages de l'Académie. Il s'agit, déjà, de Mme Grunberg-Manago, mais les académiciens ne purent se résoudre à l'accepter. Mme Marianne Grunberg-Manago, professeur associée de chimie à l'université de Paris-VII et spécialiste du code génétique, ne brisa donc pas, il y a un an, l'exclusivisme qui excluait les femmes de l'Académie. Elle n'eut pas droit à un titre de membre à part entière. On lui offre, aujourd'hui, un statut en l'éluissant membre correspondant.

Étant élue membre correspondant de l'Académie est, pour le sexe dit faible, presque aussi difficile. L'Académie des sciences a, à ce point, une seule correspondante. Mme Marguerite Péry, décédée il y a deux ans, qui avait été la collaboratrice de Marie Curie et avait découvert un nouvel élément, le francium, en 1929. Quatre autres biologistes ont été élus correspondants lundi 31 octobre : MM. Pierre Douzou, qui dirige à Montpellier une unité de recherches de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ; François Gros, qui est directeur de l'Institut Pasteur ; Pierre Chambon, qui est à la tête d'un laboratoire de génétique moléculaire au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) ; Pierre Joliot, enfin, fils de Frédéric et d'Irène Joliot-Curie, qui est chef du service de photosynthèse à l'Institut de biologie physico-chimique.

APRÈS LA DÉCLARATION DE M. CHIRAC SUR LES IMMIGRÉS

La C.F.D.T. : M. Stoléru ne fait qu'appliquer la politique de l'ancien premier ministre

Après la déclaration du maire de Paris, Jacques Chirac, le 19 février 1976, la C.F.D.T. affirme, d'autre part, que le maire de Paris « a fait, par son refus de négocier, qu'il n'a pas voulu d'immigrés, dans un communiqué, « la politique de M. Jacques Chirac d'aller au-delà des discours en ce qui concerne les immigrés ».

La C.F.D.T. estime que M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, « n'a fait, en prenant les mesures raciales que l'on sait, que mettre en pratique les déclarations de M. Chirac quand celui-ci était premier ministre ».

La C.F.D.T. affirme, d'autre part, que le maire de Paris « a fait, par son refus de négocier, qu'il n'a pas voulu d'immigrés, dans un communiqué, « la politique de M. Jacques Chirac d'aller au-delà des discours en ce qui concerne les immigrés ».

La C.F.D.T. estime que M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, « n'a fait, en prenant les mesures raciales que l'on sait, que mettre en pratique les déclarations de M. Chirac quand celui-ci était premier ministre ».

La C.F.D.T. affirme, d'autre part, que le maire de Paris « a fait, par son refus de négocier, qu'il n'a pas voulu d'immigrés, dans un communiqué, « la politique de M. Jacques Chirac d'aller au-delà des discours en ce qui concerne les immigrés ».

La C.F.D.T. estime que M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, « n'a fait, en prenant les mesures raciales que l'on sait, que mettre en pratique les déclarations de M. Chirac quand celui-ci était premier ministre ».

La C.F.D.T. affirme, d'autre part, que le maire de Paris « a fait, par son refus de négocier, qu'il n'a pas voulu d'immigrés, dans un communiqué, « la politique de M. Jacques Chirac d'aller au-delà des discours en ce qui concerne les immigrés ».

La C.F.D.T. estime que M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, « n'a fait, en prenant les mesures raciales que l'on sait, que mettre en pratique les déclarations de M. Chirac quand celui-ci était premier ministre ».

La C.F.D.T. affirme, d'autre part, que le maire de Paris « a fait, par son refus de négocier, qu'il n'a pas voulu d'immigrés, dans un communiqué, « la politique de M. Jacques Chirac d'aller au-delà des discours en ce qui concerne les immigrés ».

La C.F.D.T. estime que M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, « n'a fait, en prenant les mesures raciales que l'on sait, que mettre en pratique les déclarations de M. Chirac quand celui-ci était premier ministre ».

La C.F.D.T. affirme, d'autre part, que le maire de Paris « a fait, par son refus de négocier, qu'il n'a pas voulu d'immigrés, dans un communiqué, « la politique de M. Jacques Chirac d'aller au-delà des discours en ce qui concerne les immigrés ».

La C.F.D.T. estime que M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, « n'a fait, en prenant les mesures raciales que l'on sait, que mettre en pratique les déclarations de M. Chirac quand celui-ci était premier ministre ».

La C.F.D.T. affirme, d'autre part, que le maire de Paris « a fait, par son refus de négocier, qu'il n'a pas voulu d'immigrés, dans un communiqué, « la politique de M. Jacques Chirac d'aller au-delà des discours en ce qui concerne les immigrés ».

A Meulan, dans les Yvelines

UN FUT A DÉCHETS RADIOACTIFS EST DÉCOUVERT SUR LA PLACE DU MARCHÉ

Un fût métallique enveloppé de béton et marqué du symbole indiquant qu'il contenait des déchets radioactifs a été découvert le lundi 31 octobre, sur la place du marché de Meulan (Yvelines), par des ménagères. Immédiatement prévenues, les pompiers de la ville ont transporté le récipient dans leur caserne et ont effectué les premières mesures de radioactivité avec les appareils dont ils disposaient. Celles-ci ont montré que les émissions étaient « quasiment nulles ».

Dans l'après-midi, la préfecture des Yvelines alertait le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et le Service central de protection contre les radiations ionisantes (S.C.P.R.I.), dépendant du ministère de la Santé, dont les spécialistes sont venus prendre livraison du fût. Celui-ci, transporté au C.E.A., a été de nouveau soumis à des mesures de radioactivité. Selon un communiqué de la préfecture des Yvelines, cette radioactivité serait « totalement nulle ». Cependant, une enquête est ouverte sur cette affaire.

Mme Brigitte Gros, maire de Meulan et sénateur des Yvelines, a déclaré de son côté : « Il est scandaleux qu'un bidon contenant des déchets radioactifs puisse tomber d'un camion en pleine ville, sur un marché, alors que les autorités municipales ne sont même pas présentes au passage d'un véhicule transportant un tel chargement. En outre, les inscriptions portées sur le fût ne permettent pas de connaître son origine, ni le danger qu'il représente ».

Après une accalmie d'une quinzaine de jours, la tension est remontée le long de la frontière khmère-thaïlandaise, où de nouveaux incidents se sont produits dimanche 30 et lundi 31 octobre. Selon Bangkok, les Cambodgiens auraient attaqué cinq villages. Seize personnes seraient portées disparues.

Les pompes funèbres de Périgueux ont été débordées par une charge de plastic, mardi 1^{er} novembre, jour de la Toussaint, par un avant 2 heures. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Disparition de six spéléologues. Six spéléologues d'une M.J.C. du Havre sont portés disparus depuis mardi matin 1^{er} novembre, vers 4 heures, dans la grotte d'Adèle, à Tournay-Gilbert (Haute-Savoie).

Les pompes funèbres de Périgueux ont été débordées par une charge de plastic, mardi 1^{er} novembre, jour de la Toussaint, par un avant 2 heures. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Disparition de six spéléologues. Six spéléologues d'une M.J.C. du Havre sont portés disparus depuis mardi matin 1^{er} novembre, vers 4 heures, dans la grotte d'Adèle, à Tournay-Gilbert (Haute-Savoie).

Entretien

J. DELM

SOCIÉTÉ CIVILE

ENTREPRISE ARTISANALE

مكتبة من الأصل